NATIONS UNIES **EP**



Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr. GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/34 2 novembre 2020

FRANÇAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL Quatre-vingt-sixième réunion

Montréal, 2 – 6 novembre 2020 Reportée : 8 – 12 mars 2021¹

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNEE 2020

¹ À cause du coronavirus (COVID-19)

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 2 744 597 \$US, plus 168 935 \$US de frais d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2020 répertoriés au tableau 1². La demande soumise est jointe au présent document.

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUE pour 2020

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : A	CTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION	GLOBALE	
A1 : Renouvelle	ment des projets de renforcement des institutions		
Brunei	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	89 600	89 600
Darussalam	(phase VII)		
	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Cap Vert	(phase VII)		
République	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	171 946	171 946
dominicaine	(phase XI)	0,5,000	0.7.000
Ćthionio	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Éthiopie	(phase VIII) Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Fidji	(phase XII)	83 000	83 000
1 10,1	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	194 134	194 134
Kenya	(phase XII)	171131	17.13.
,	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	148 262	148 262
Kirghizistan	(phase X)		
	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Mauritanie	(phase VII)		
	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Nauru	(phase VI)		
×	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Nicaragua	(phase X)	05.000	07.000
Cainta I	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000
Sainte-Lucie	(phase XI) Renouvellement du projet de renforcement des institutions	93 866	93 866
Suriname	(phase VII)	93 800	93 800
Sumanic	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	152 289	152 289
Viet Nam	(phase XIII)	132 20)	102 20)
	Total pour A1	1 445 097	1 445 097
A2 : Assistance	technique pour la préparation des rapports de vérification	de la consommation	de HCFC
Barbade	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Burundi	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
La Dominique	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Guinée	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
équatoriale	Rapport de Vernication pour la phase i du FOEH		
Eswatini	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Guyana	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Haïti	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Mali	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Mozambique	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Myanmar	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Sierra Leone	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000

.

² Y compris les nouvelles demandes soumises à la 86^e réunion jointes au présent document et les demandes émanant de la 85^e réunion présentées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/16

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
Suriname	Rapport de vérification pour la phase I du PGEH	30 000	30 000
Timor-Leste	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
	Sous-total pour B2	390 000	390 000
	Coûts d'appui d'agence	50 700	50 700
	Total pour A2	440 700	440 700
A3 : Préparation	n de projet pour les plans de gestion de l'élimination des Ho	CFC (PGEH)	
Barbade	Préparation d'un PGEH (phase II	30 000	30 000
Chili***	Préparation d'un PGEH (phase III)	15 000	15 000
Guinée***	Préparation d'un PGEH (phase II)	20 000	20 000
Oman****	Préparation d'un PGEH (phase III)	20 000	20 000
Arabie saoudite****	Préparation d'un PGEH (phase II)	45 000	45 000
	Sous-total pour A3	130 000	130 000
	Coûts d'appui d'agence	16 900	16 900
	Total pour A3	146 900	146 900
SECTION B : A	ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIV		
	de projet pour les plans de gestion de la réduction progres		
Albanie****§	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	31 500	****
Arménie	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	150 000	****
Bhoutan*	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	75 000	****
Ghana**	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	45 000	****
Kirghizistan**	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	25 000	****
RDP lao*	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	75 000	****
Maldives*	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	75 000	****
Mexique****	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	35 000	****
Nigeria**	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	58 000	****
Sénégal***	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	60 000	****
Turkménistan	Préparation du plan de gestion de la réduction progressive des HFC	150 000	
	Sous-total pour B1	779 500	***
	Coûts d'appui d'agence	101 335	***
	Total pour B1	880 835	***
	Grand total nécessaire ?? (A1, A2, B1)	2 913 532	2 032 697

^{*}PNUD en tant qu'agence d'exécution coopérante

** PNUD en tant qu'agence d'exécution principale

***ONUDI en tant qu'agence d'exécution coopérante

**** ONUDI en tant qu'agence d'exécution principale

^{*****} Pour examen individuel

[§] Soumis à la 85^e réunion

SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions

Description des projets

2. Le PNUE a présenté des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour les pays mentionnés au tableau 1 dans la section A1. Ces projets sont décrits à l'annexe 1 du présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de 13 projets de renforcement des institutions soumises par le PNUD au nom des gouvernements concernés à la lumière des lignes directrices et des décisions pertinentes se rapportant à l'admissibilité et aux niveaux de financement. Ces demandes ont été recoupées avec les informations contenues dans le plan de travail initial du renforcement des institutions pour la phase précédente, le programme de pays et les données communiquées au titre de l'article 7, le rapport le plus récent sur la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), le rapport périodique de l'agence et toutes décisions pertinentes de la Réunion des Parties. Il a été noté que ces pays ont soumis les données de leur programme de pays pour 2019 et qu'ils sont en conformité avec les objectifs de réglementation aux termes du Protocole de Montréal, et que leur consommation annuelle de HCFC ne dépasse pas la consommation annuelle maximale admissible indiquée dans leur accord respectif de PGEH conclu avec le Comité exécutif. En outre, les demandes soumises comprennent des indicateurs de performance pour les activités prévues pour la prochaine phase du projet de renforcement des institutions, conformément à la décision 74/51(e).

Recommandations du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement du renforcement des institutions pour le Brunei Darussalam, le Cap Vert, la République Dominicaine, l'Éthiopie, Fidji, le Kenya, le Kirghizistan, la Mauritanie, Nauru, le Nicaragua, Sainte-Lucie, le Suriname et le Viet Nam au niveau de financement indiqué à la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter faire part des observations présentées à l'annexe II du présent document au gouvernement des pays précédemment cités.

A2 : Assistance technique pour la préparation des rapports de vérification de la consommation de HCFC

Description de projet

5. Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution concernées d'inclure dans leurs amendements à leur programme de travail respectif soumis à la 86^e réunion le financement de la préparation des rapports de vérification pour la phase I ou la phase II des PGEH de la Barbade, du Burundi, de la Dominique, de la Guinée Équatoriale, de l'Eswatini, du Guyana, d'Haïti, du Mali, du Mozambique, du Myanmar, de la Sierra Leone, du Suriname et du Timor-Leste³, pays pour lesquels le PNUE est agence d'exécution principale.

Observations du Secrétariat

6. Le Secrétariat a noté que le financement demandé était conforme aux fonds approuvés lors de précédentes réunions pour des vérifications semblables. Il a également noté que le rapport de vérification

³ Paragraphe 63 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/IAP/3 Projets approuvés en période intersessions.

devait être soumis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif au cours de laquelle sera demandée la prochaine tranche de financement du PGEH.

Recommandations du Secrétariat

7. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation des rapports de vérification se rapportant à la phase I ou la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC pour la Barbade, le Burundi, la Dominique, la Guinée Équatoriale, l'Eswatini, le Guyana, l'Haïti, le Mali, le Mozambique, le Myanmar, la Sierra Leone, le Suriname et le Timor-Leste au niveau de financement indiqué à la section A2 du tableau 1, à condition que les rapports de vérification soient soumis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif au cours de laquelle le financement de la tranche suivante du PGEH de ces pays sera sollicité.

A3: Préparation de projet pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Description des projets

- 8. Le PNUE a présenté des demandes pour la préparation de la phase II du PGEH pour un pays visé à l'article 5 en qualité d'agence d'exécution désignée ; pour un autre pays en tant qu'agence d'exécution principale, avec l'ONUDI en tant qu'agence d'exécution coopérante ; pour les phases II/III du PGEH pour 3 pays visés à l'article 5 en qualité d'agence d'exécution coopérante, avec l'ONUDI en tant qu'agence d'exécution principale. Ces demandes sont indiquées à la section A3 du tableau 1.
- 9. Le PNUE a accompagné chacune de ces demandes de financement d'une justification, du rapport périodique sur la mise en œuvre de la phase I du PGEH respectif de ces pays et des activités potentielles, avec les coûts correspondants. L'ONUDI en qualité d'agence d'exécution principale pour le PGEH du Chili, de l'Oman et de Arabie Saoudite, et en qualité d'agence d'exécution coopérante pour le PGEH de la Guinée, a demandé 140 000 \$US, plus 9 800 \$US de coûts d'appui d'agence⁴, dans son programme de travail pour 2020⁵.

Observations du Secrétariat

- 10. Lors de l'examen des deux demandes pour lesquelles le PNUE est l'agence d'exécution désignée/principale, le Secrétariat a pris en compte les lignes directrices relatives au financement de la préparation des PGEH pour les pays visés à l'article 5 contenues dans la décision 71/42, la phase I des PGEH le cas échéant, l'état d'avancement de la mise en œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document, ainsi que la décision 82/45 (c)(i)⁶. Le Secrétariat a noté que les financements sollicités pour chaque pays sont conformes à la décision 71/42 et que le PNUE a confirmé que les tranches restantes concernant ces pays seront soumises selon le calendrier indiqué dans les accords qu'ils ont conclus avec le Comité exécutif.
- 11. Le PNUE a confirmé que la phase II du PGEH pour la Barbade et la Guinée permettra l'élimination de 100 pour cent de la valeur de référence des HCFC d'ici le 1^{er} janvier 2030.

Recommandations du Secrétariat

12. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet de la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Barbade, la Guinée et l'Arabie Saoudite, et

⁴ Un montant supplémentaire de 150 000 \$US, plus coûts d'appui d'agence de 10 500 \$US, a été demandé pour la préparation d'activités d'investissement pour l'Arabie Saoudite.

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/35.

⁻

⁶ Inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités général de 2019-2021 permise uniquement pour les pays dont on avait approuvé la phase II d'un PGEH pour respecter l'objectif de réduction d'ici à 2020.

de la phase III du PGEH du Chili et de l'Oman au niveau de financement indiqué à la section A3 du tableau 1.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1: Préparation de projet pour les plans de gestion de la réduction progressive des HFC

- 13. Lors de la 85° réunion, le PNUE a inclus dans son programme de travail⁷ une demande de préparation de projet pour un plan de gestion de l'élimination progressive des HFC pour l'Albanie, avec l'ONUDI en tant qu'agence d'exécution principale, demande figurant à la section B1 du tableau 1.
- 14. Cette demande de financement soumise aux fins d'examen individuel par le Comité exécutif n'a pas été examinée lors du processus d'approbation en période intersessions (IAP) mis en place pour la 85° réunion, et son report à la 86° réunion a été adopté par le Comité exécutif. Par conséquent, la proposition soumise à la 85° réunion a été incluse dans le présent document.

Description des projets

15. Le PNUE a présenté en qualité d'agence d'exécution désignée des demandes pour la préparation de plans de gestion de la réduction progressive des HFC pour deux pays visés à l'article 5, pour quatre pays en tant agence d'exécution principale, avec le PNUD en tant qu'agence de coopération pour trois de ces pays et l'ONUDI pour un pays ; pour trois pays le PNUE était agence de coopération, avec le PNUD comme agence d'exécution principale ; et pour deux pays le PNUE était agence de coopération, avec l'UNIDO étant agence d'exécution principale, comme l'indique la section B1 du tableau 1. Le PNUD, en qualité agence d'exécution principale pour le Ghana, le Kirghizistan et le Nigeria, et en tant qu'agence d'exécution coopérante pour le Bhoutan, la République démocratique populaire lao (RDP lao) et les Maldives, a demandé 332 000 \$US, plus 23 240 \$US\$ de coûts d'appui d'agence dans les amendements à son programme de travail pour l'année 2020⁸ ; et l'ONUDI, en qualité d'agence d'exécution pour l'Albanie et le Mexique, et d'agence d'exécution coopérante pour le Sénégal, a demandé un montant de 213 500 \$US, plus 14 945 \$US de coûts d'appui d'agence dans les amendements à son programme de travail pour l'année 2020⁹.

Observations du Secrétariat

- 16. Le PNUE, en qualité d'agence d'exécution principale, a fourni une description des activités requises pour la préparation des stratégies d'ensemble pour la réduction progressive des HFC pour l'Arménie, le Bhoutan, la RDP lao, les Maldives, le Sénégal et le Turkménistan, et les coûts correspondants de chaque activité, utilisant le format des demandes de préparation de projets destinés aux différentes phases des PGEH. Les demandes soumises sur les importations estimatives de HFC et de mélanges de HFC; les activités à mettre en œuvre au cours de la préparation de projet, notamment l'analyse de la distribution et de la consommation par secteur des HFC; les réunions et les consultations de parties prenantes; et le développement de la stratégie de la réduction progressive des HFC pour le Bhoutan, la RDP lao, les Maldives et le Sénégal. Les demandes soumises pour l'Arménie et le Turkménistan comprenaient les consultations des parties prenantes; l'évaluation des besoins de formation et de certification; le développement de la stratégie de la réduction progressive des HFC; la préparation de politiques relatives aux HCF; et l'élaboration d'un plan de communication et de sensibilisation.
- 17. Le montant du financement pour la préparation des propositions de projets demandé lors de la 85^e réunion était basé sur le financement destiné aux activités de facilitation (figurant dans la décision 79/46(c)); le financement demandé à la 86^e réunion s'est toutefois basé sur le financement

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/16.

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/33.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/35.

destiné à la préparation de projet pour la phase I des PGEH (figurant dans la décision 56/16(c)), étant donné que ce financement était utilisé par les agences bilatérales et d'exécution lors de la préparation de leurs plans d'activités pour 2021-2023 présentés à la 86^e réunion. Le Secrétariat note que les montants des financements relatifs aux demandes de préparation de projet soumises aux 85^e et 86^e réunions sont fournis à titre indicatif, sachant que les montants réels seront décidés quand le Comité exécutif examinera le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/88, Projet de lignes directrices sur la préparation des plans de réduction progressive des HFC pour les pays visés à l'article 5 (décision 84/54(a)).

- 18. Alors que le niveau réel de financement pour la préparation des plans de gestion de la réduction progressive des HFC doit être encore décidé, le Secrétariat a examiné les demandes soumises en s'appuyant sur son expérience acquise lors de l'examen des demandes de préparation des PGEH, et en tenant compte des orientations données et des décisions adoptées par le Comité exécutif pour ce genre de projets.
- 19. À l'issue de cet examen, le Secrétariat a pris note des points suivants :
 - (a) Les six pays requis par le PNUE pour la préparation d'un plan de gestion pour la réduction progressive des HFC en qualité d'agence d'exécution désignée ou principale ont tous ratifié l'Amendement de Kigali¹⁰; et chacun d'eux pourrait être éligible à un financement de préparation de projet conformément à la décision79/46(b)(iii)¹¹; les pays ont également fourni des lettres de confirmation faisant part de leur intention de prendre rapidement des mesures en faveur de la réduction progressive des HFC; et
 - (b) Les activités incluses dans la préparation de projet pour ces six pays sont identiques à celles requises pour la préparation des PGEH. Certaines activités ressemblaient à celles incluses dans le cadre des activités de facilitation pour l'élimination progressive des HFC ayant déjà fait pour chaque pays l'objet d'un financement; ces activités sont achevées pour l'Arménie, le Bhoutan, les Maldives, le Sénégal et le Turkménistan, et ont été prolongées pour la RDP lao.
- 20. Le PNUE a précisé que la préparation de projet pour les stratégies globales d'élimination de la réduction progressive des HFC pour ces pays s'appuierait sur les activités mises en œuvre dans le cadre des activités de facilitation, car il s'agissait des premières actions se rapportant à la réduction des HFC et qu'elles avaient contribué à la ratification de l'Amendement de Kigali. L'approbation du financement de ces demandes lors de la 86^e réunion permettra de commencer la mise en œuvre de la réduction progressive des HFC d'ici à 2022 et de se conformer à l'Amendement de Kigali.
- 21. Le Secrétariat a informé le PNUE qu'il ne serait pas en mesure de faire une recommandation sur cette demande du fait que les lignes directrices relatives au financement de ces demandes seront discutées lors de la 86^e réunion.

Recommandation du Secrétariat

22. Le Comité exécutif pourrait envisager d'examiner, conformément aux discussions dans le cadre du point 9 de l'ordre du jour, Aperçu des questions recensées pendant l'examen des projets, et du point 13(c) de l'ordre du jour, Projet de lignes directrices sur la préparation des plans de réduction progressive

¹⁰ Date de ratification (ou d'acceptation) de l'Accord de Kigali : Arménie, 2 mai 2019 (acceptation) ; Bhoutan, 27 septembre 2019 ; RDP lao, 16 novembre 2017 (acceptation) ; Maldives, 13 novembre 2017 ; Sénégal, 31 août 2018 ; Turkménistan, 31 août 2020.

¹¹ Le financement de la préparation des plans nationaux de mise en œuvre pour respecter les obligations initiales de réduction pour la réduction progressive des HFC pourra être fourni, au plus tôt, cinq ans avant ces obligations, une fois que le pays aura ratifié l'Amendement de Kigali et sur la base des lignes directrices devant être approuvées dans le futur.

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/34

des HFC pour les pays visés à l'article 5 (décision 84/54(a)), les demandes de préparation de projet pour les plans de gestion de la réduction progressive des HFC des pays mentionnés à la section B1 du tableau 1.

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS¹²

Brunei Darussalam: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (U	JS \$):		
	Phase I:	Nov-98	80,000
	Phase II:	Jul-04	70,000
	Phase III:	Jul-12	70,000
	Phase IV:	Nov-14	70,000
	Phase V:	May-16	89,600
	Phase VI:	Dec-18	89,600
		Total:	469,200
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):			89,600
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):			89,600
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multil	ateral Fund (US \$):		89,600
Date of approval of country programme:			1998
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):			
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			6.1
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per	Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			3.33
Annex E (methyl bromide)			0.00
		Total:	3.33
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,740,200
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,351,548
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):			68.6
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):			67.10

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities		Funds approved
		(US \$)
(a)	Investment projects:	132,000
(b)	Institutional strengthening:	469,200
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,139,000
	Total:	1,740,200
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

2. Under phase VI, Brunei Darussalam continued enforcing the HCFC licensing and quota system through the national single-window system, under which applications and approval of HCFC imports are conducted through a web-based portal, and has strengthened the enforcement of ODS trade control. Brunei Darussalam submitted country programme (CP) and Article 7 data reports following close cooperation

¹² Data as at December 2019 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/18.

between the NOU and the Customs and Excise Department. The NOU continued to enforce the labelling system for HCFC cylinders, and worked with relevant stakeholders to consult on the certification of servicing technicians. The NOU also coordinated the implementation of stage I of the HCFC phase-out management plan (HPMP) and the enabling activities for the phase-down of HFCs as well as the preparation of stage II of the HPMP; organized several public awareness-raising activities; and participated in meetings on the Montreal Protocol. Of the 18 performance indicators set by Brunei Darussalam, targets for 14 were fully achieved, two were partially achieved, and two were not achieved.

Plan of action

3. During phase VII, the NOU will continue the enforcement of the HCFC licensing and quota system, advocate for a licensing system amendment to include HFCs, implement the labelling requirement for HCFC cylinders, work with relevant stakeholders to enact the ban on HCFC-based equipment and to implement the certification system for servicing technicians. The NOU will work with the Customs and Excise Department to reconcile import statistics to ensure timely and accurate submission of CP and Article 7 data, and prevention of the illegal trade. The NOU will coordinate HPMP activities and the enabling activities with the aim of ratifying the Kigali Amendment.

Cabo Verde: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening	, ,		
	Phase I:	Mar-02 and Dec-04	75,000
	Phase II:	Nov-06	60,000
	Phase III:	Apr-09	60,000
	Phase IV	Dec-13	60,000
	Phase V:	Nov-15	85,000
	Phase VI	Jun-18	85,000
		Total:	425,000
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Mult	ilateral Fund ((US \$):	85,000
Date of approval of country programme:			2001
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)			
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000			0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	•		1.1
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as pe	r Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			0.06
Annex E (methyl bromide)			0.00
		Total:	0.06
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,218,400
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,052,439
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):			2.4
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):			1.3

Summary of activities	Funds approved
	(US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	425,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	793,400
Tota	1: 1,218,400
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

5. Under phase VI, Cabo Verde continued enforcing the HCFC licensing and quota system and implemented the control of imports of HCFC-based equipment. Cabo Verde submitted country programme (CP) and Article 7 data reports following close cooperation between the NOU and the Customs. The NOU also coordinated the implementation of stage I of the HCFC phase-out management plan (HPMP) and the enabling activities for the phase-down of HFCs, organized several public awareness-raising activities, and participated in meetings on the Montreal Protocol. Of the 17 performance indicators set by Cabo Verde, targets for 16 were fully achieved and one was not achieved.

Plan of action

6. During phase VII, the NOU will continue the enforcement of the HCFC licensing and quota system, work with relevant stakeholders to enact the ban on import of HCFC-based equipment, continue the cooperation with different stakeholders, information outreach and awareness-raising to, e.g., decision-makers and the public. The NOU will work with the Customs Directorate to ensure timely and accurate submission of CP and Article 7 data, and prevention of illegal trade of ODS. The NOU will coordinate HPMP activities and the enabling activities for HFC phase-down with the aim of ratifying the Kigali Amendment.

Dominican Republic (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening ((US \$):		
	Phase I:	Jul-95	155,000
	Phase II:	Nov-99	103,000
	Phase III:	Apr-03	134,333
	Phase IV:	Apr-06	134,333
	Phase V:	Nov-08	134,333
	Phase VI:	Dec-10	134,333
	Phase VII:	Dec-12	134,333
	Phase VIII:	Nov-14	134,333
	Phase IX:	Dec-16	171,946
	Phase X:	Dec-18	171,946
		Total:	1,407,890
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			171,946
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			171,946
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multi-	lateral Fund (US \$)):	171,946
Date of approval of country programme:			1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	•		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		3.6
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			51.2
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			104.2

Summary of the project and country profile		
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)		38.03
Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	38.03
Year of reported country programme implementation data:		2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):		10,768,244
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):		9,888,448
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):		679.96
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):		697

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	6,878,629
(b) Institutional strengthening:	1,407,890
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	2,481,725
Tota	1: 10,768,244
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	180,000

Progress report

8. Under phase X, the national ozone unit (NOU) worked to achieve consensus on revised national ODS legislation; submitted CP and Article 7 data; coordinated activities under stage II of the HPMP including training for service technicians and customs officers and formulated stage III. The NOU also produced public awareness information; organized activities in observance of the International Ozone Day; and attended meetings on the Montreal Protocol. The country continues to develop policy for HFC phase-down, forecast HFC consumption, and work towards ratification of the Kigali Amendment, which is ready for consideration at the Chamber of Deputies. Dominican Republic fully achieved 20 out of 30 performance indicators and expects to fully achieve the remaining 10 during the first quarter of 2021.

Plan of action

9. During phase XI, the NOU will continue implementing the HCFC/HFC license and quota system; developing capacities to allow the efficient implementation of the Montreal Protocol; monitoring and controlling the imports and use of HCFCs; facilitating access to and use of new alternative substances and technologies; and providing training to refrigeration technicians, customs officers and enforcement inspectors. The NOU will continue implementing awareness activities and fostering partnerships with stakeholders to comply with ODS phase out and reporting obligations under the Montreal Protocol. The country will also prepare for the ratification of the Kigali Amendment and future HFC phase-down.

Ethiopia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthe	ning (US \$):		
	Phase I:	Oct-96	60,500
	Phase II:	Nov-99	40,300
	Phase III:	Apr-03	52,432
	Phase IV: Dec	-03 & Nov-06	60,000
	Phase V:	Nov-09	60,000
	Phase VI:	Nov-14	60,000

Summary of the project and country profile		
Phase VII:	Dec-16	85,000
	Total:	418,232
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.5
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		5.5
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		15.6
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)		3.53
Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	3.53
Year of reported country programme implementation data:		2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):		1,545,757
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):		897,868
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):		30.7
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):		11.6

Sun	Summary of activities	
(a)	Investment projects:	140,000
(b)	Institutional strengthening:	418,232
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	987,525
	Total:	1,545,757
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

11. During phase VII, the NOU implemented activities under stage I of the HPMP including: enforcing ODS regulations through implementation of a licensing and quota system; developed awareness programmes; trained customs officers, border control police, and refrigeration technicians. Ethiopia ratified the Kigali Amendment on 5 July 2019 and incorporated the provisions of the Kigali Amendment in its draft legal framework on controlled substances under the Montreal Protocol which is in final stages for enactment. Ethiopia fully achieved 18 out of 20 performance indicators and 2 performance indicators were partially achieved.

Plan of action

12. During phase VIII, the NOU will continue activities and initiatives to ensure the phase-out of HCFCs and phase-down of HFCs, including: training programme for the technicians in the RAC sector; training of customs officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations; implementation of awareness-raising activities through mass media, and workshops, and distribution of awareness materials to industry and other stakeholders; finalizing the revision of the current regulations and the customs training manual to consider provisions of the Kigali Amendment; and participating in Montreal Protocol-related meetings.

Fiji: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening	(US \$):		
	Phase I:	Mar-94	65,890
	Phase II:	Nov-99	43,930
	Phase III:	Jul-02	57,000
	Phase IV:	Dec-04 & Nov-05	60,000
	Phase V:	Nov-06	60,000
	Phase VI:	Nov-08	60,000
	Phase VII:	Jul-10	60,000
	Phase VIII:	Jul-12	60,000
	Phase IX:	May-14	60,000
	Phase X:	Dec-16	85,000
	Phase XI:	Dec-18	85,000
		Total:	696,820
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Mul	tilateral Fund (US	S \$):	85,000
Date of approval of country programme:			1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000	0)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			5.73
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.70
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as p	er Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			4.62
Annex E (methyl bromide)			0.00
•		Total:	4.62
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,871,945
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,513,299
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):			33.0
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):			32.2

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	169,550
(b) Institutional strengthening:	696,820
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,005,575
Total	: 1,871,945
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

14. During phase XI, the Government of Fiji continued to maintain the NOU in the Government structure with seven Government-paid officers to be responsible for the operation of the unit. The NOU worked closely with the Customs and Biosecurity Authority to control and manage ODS trade and consumption. The HCFC licensing/permitting system was strictly enforced and monitored. Fiji took leading role in conducting informal Prior Informed Consent procedure (iPIC) consultation with other

NOUs of importing and exporting countries. Activities of the NOU included: submission of CP and Article 7 data reports in cooperation with the Customs Department; cooperation with stakeholders and the RAC association in the implementation of of the HPMP and enabling activities for HFC phase-down; formulation of stage II of the HPMP; and capacity building to neighboring PICs under the south-south cooperation scheme. Fiji ratified the Kigali Amendment on 16 June 2020. Of the 15 performance indicators, 12 were fully achieved, two were partially achieved and one was not achieved, as a working group of focal points of several national agencies could not be formed; however, direct interaction with stakeholders was maintained.

Plan of action

15. During phase XII, the NOU will continue activities to ensure the phase-out of HCFCs and phase-down of HFCs, including: enforcement of the HCFC import-export licensing/quota system; implementation of the HFC licensing system; data collection, reconciliation and timely submission of CP and Article 7 data; support to the industry association; coordination with stakeholders for the implementation of HPMP and enabling activities for HFC phase-down; information dissemination to the target groups to promote non-HCFC and energy efficient refrigeration and air conditioning equipment; and participation in meetings related to the Montreal Protocol to support implementation and policy development in Fiji.

Kenya: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Mar-93	175,000
Phase II: Jul-98	116,667
Phase III: Dec-00	116,667
Phase IV: Nov-02	151,667
Phase V: Dec-04	151,667
Phase VI: Nov-06-Jul-07-Jul-08	227,499
Phase VII: Jul-09	107,431
Phase VIII: Dec-10	151,667
Phase IX: Apr-13	151,667
Phase X: May-15	151,667
Phase XI: Nov-17	194,134
Total:	1,695,733
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):	194,134
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):	194,134
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):	194,134
Date of approval of country programme:	1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	1.1
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	52.2
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	217.5
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:	
Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
Annex C, Group I (HCFCs)	5.95
Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	5.95
Year of reported country programme implementation data:	2019

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/34 Annex I

Summary of the project and country profile	
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):	8,818,623
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):	7,087,296
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):	675.5
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):	477.89

16. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Sum	mary of activities	Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	5,347,473
(b)	Institutional strengthening:	1,695,733
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,775,417
	Total:	8,818,623
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

17. During phase XI, the Government of Kenya, through its NOU implemented activities under stages I and II of the HPMP; submitted CP and Article 7 data reports in consultation with the National Environment Management Authority (NEMA); ensured implementation of ODS regulations through the enforcement of HCFC licensing and quota system; embarked on public awareness programmes including an essay competition by school children, workshops, seminars, and meetings; and trained RAC technicians on good refrigeration service practices. Since January 2020, regulations were amended to introduce an electronic licensing system for HFC and alternatives. Kenya fully achieved 18 of 25 performance indicators, and partially achieved the remaining seven.

Plan of action

18. During phase XII, the NOU will continue activities and initiatives to ensure the phase-out of HCFCs and phase-down of HFCs, including: training programme for RAC technicians; training of customs officers to support the implementation and enforcement of regulations including control measures of HCFCs and HFCs; awareness-raising programmes through mass media, and workshops, and distribution of awareness materials to industry and other stakeholders. Kenya expects that the ratification of the Kigali Amendment will be finalized during this phase.

Kyrgyzstan: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening	(US \$):		
	Phase I:	Jul-02	133,650
	Phase II:	Dec-04	115,830
	Phase III:	Nov-06	115,830
	Phase IV:	Jul-08	115,830
	Phase V:	Jul-10	115,830
	Phase VI:	Dec-12	115,830
	Phase VII:	Nov-14	115,830
	Phase VIII:	Dec-16	148,262
	Phase IX:	Jun-18	148,262
		Total:	1,125,154
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):			148,262
Amount recommended for approval for phase X (US \$):			148,262
Agency support costs (US \$):			0

Summary of the project and country profile	
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US \$):	148.262
Date of approval of country programme:	2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	4.1
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	14.2
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:	
Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
Annex C, Group I (HCFCs)	0.71
Annex E (methyl bromide)	0.00
Total	0.71
Year of reported country programme implementation data:	2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):	3,756,881
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):	3,305,948
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):	88.8
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):	87.9

Sun	Summary of activities	
		(US \$)
(a)	Investment projects:	769,800
(b)	Institutional strengthening:	1,125,154
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,861,927
	Total:	3,756,881
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

20. During phase IX, the Ozone Centre of Kyrgyzstan continued to update the regulatory system to control and monitor imports and exports of HCFCs and HFCs, and timely submitting CP and Article 7 data reports. The code of good practice for the RAC technicians continued to be distributed to servicing enterprises and RAC technicians through the Public Association of Refrigeration Technicians; the Ozone Centre completed the second tranche of stage II of the HPMP and received approval of the third tranche; meetings of the Steering Committee with the industry association took place; and training workshops for customs officers and refrigeration technicians were conducted. As part of the awareness campaigns for children and the youth, a innovative information and awareness materials were produced and disseminated. The Government of Kyrgyzstan ratified the Kigali Amendment 8 September 2020. Out of 29 performance indicators, 23 have been fully achieved, five have been partially achieved and are expected to be achieved upon completion of the project. One indicator was not applicable since no illegal trade had so far been detected.

Plan of action

21. During phase X, the Ozone Centre will continue implementing activities under stage II of the HPMP until December 2021 to achieve a reduction of HCFC consumption to a sustained level of 0.10 ODP tonnes by 1 January 2020 and total HCFC phase-out by 1 January 2025 Kyrgyzstan will also comply with the provisions of the Kigali Amendment, introduce and enforce an operational HFC import/export licensing system, report HFC consumption data, adopt national codes and Harmonized System customs codes for HFCs, update legislation in accordance with the requirements of the Eurasian Economic Union, conduct training and certification of service technicians and training of enforcement officers, promote

ozone- and climate-friendly alternatives, raise public awareness, upgrade the capacity of technical training institutes, and prepare its HFC phase-down strategy.

Mauritania: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I:	Sep-94	38,874
	Phase II:	Mar-01	25,900
	Phase III:	Jul-04	33,670
	Phase IV:	Jul-06	60,000
	Phase V:	Apr-09	60,000
	Phase VI:	Jun-18	85,000
		Total:	303,444
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multi	lateral Fund (US	\$):	85,000
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2017
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):			
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	1		0.0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			20.5
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per	Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			13.92
Annex E (methyl bromide)			0.00
		Total:	13.92
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,715,139
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,088,397
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):		+	18.3
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):			16.4

22. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Sun	Summary of activities	
		(US \$)
(a)	Investment projects:	245,000
(b)	Institutional strengthening:	303,444
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,166,695
	Total:	1,715,139
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

23. During phase VI, the NOU has continued to collect HCFC import data from the Customs Department, and has submitted CP and Article 7 data reports as required. The NOU ensured coordination with other stakeholders through e.g., meetings with the National Ozone Committee and with RAC industry associations; organized a workshop with the governmental and private sectors to discuss the implications of the Kigali Amendment, the necessary arrangements to facilitate its ratification, and activities that allow Mauritania to fulfil initial obligations under the Amendment. The NOU also supervised training of

RAC technicians and customs officers and facilitated awareness activities with stakeholders. Mauritania celebrated the International Ozone Day and participated in meetings of the Montreal Protocol. Of the 17 performance indicators, 13 were fully achieved, two were partially achieved, and two were not achieved.

Plan of action

24. During phase VII, the NOU will continue coordinating implementation activities under stage I of the HPMP; disseminate information and raise awareness on the Montreal Protocol; promote the licensing and quota system and its enforcement and provide information about annual quotas to importers; put into place the technician certification programme; and organize annual stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP alternatives to HCFC.

Nauru: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Dec-04 & Nov-06	30,000
Phase II:	Nov-07	15,000
Phase III:	Apr-10	52,500
Phase IV:	Jul-12	60,000
Phase V:	May-14	60,000
	Total:	217,500
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (U	S \$):	85,000
Date of approval of country programme:		2004
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex A, Group I (CFCs) (average 1995-1997)		0.5
(b) Annex A, Group II (halons) (average 1995-1997)		0.0
(c) Annex B, Group II (carbon tetrachloride) (average 1998-2000)		0.0
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		0.0
(f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.0
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex A, Group I (CFCs) (average 1995-1997)		0
(b) Annex A, Group II (halons) (average 1995-1997)		0
(c) Annex B, Group II (carbon tetrachloride) (average 1998-2000)		0
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0
(e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		0
(f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0
	Total:	0
Year of reported country programme implementation data:		2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):		433,500
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):		287,476
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):		0.50
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):		0.00

Sun	nmary of activities	Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	0
(b)	Institutional strengthening:	217,500
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	216,000
	Total:	433,500
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	50,000

Progress report

26. During phase V, despite the absence of a National Ozone Officer for a large portion of the period, the NOU maintained the licensing and quota systems with an operational networking platform with the Customs Department to inspect and monitor ODS shipments and trade. The Government of Nauru finalized and gazetted the Ozone Layer Protection Act 2017, which has strengthened the licensing mechanism for ODS, and the Amended Customs (Prohibited Imports) Regulations 2016 that bans the import of all air-conditioning units with no labels or with foreign labels. The NOU has also managed HPMP implementation and preparation for HFC phase-down including the pending ratification of the Kigali Amendment (anticipated late 2020); and worked with the RAC industry and stakeholders to promote good servicing practices. As this phase was prepared prior to the introduction of performance indicators, no measurement data is available for them during this period.

Plan of action

27. During phase VI, the NOU will continue the enforcement of the Ozone Layer Protection Act and HCFC licensing and quota system; establishment of regulation to control HFCs import and export under the Kigali Amendment; conducting the informal prior informed consent procedures (iPIC); conducting capacity building activities of enforcement officers, customs brokers and refrigeration technicians and other activities under stages I and II and enabling activities for HFC phase-down; awareness-raising activities targeting the public and end-users; timely submission of Article 7 and country programme data to the Ozone and Multilateral Fund Secretariats, respectively; and participation at meetings related to the Montreal Protocol.

Nicaragua: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening	(US \$):		
	Phase I:	May-97	66,000
	Phase II:	Jul-00	44,000
	Phase III:	Apr-03	57,200
	Phase IV:	Jul-06	60,000
	Phase V:	Nov-09	60,000
	Phase VI:	Apr-12	60,000
	Phase VII:	Dec-13	60,000
	Phase VIII:	Nov-15	85,000
	Phase IX:	Jun-18	85,000
		Total:	577,200
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase X (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multil	ateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:			1997
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012

Summary of the project and country profile		
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		6.8
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.4
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)		2.97
Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	2.97
Year of reported country programme implementation data:		2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):		2,552,157
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):		2,190,057
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):		101.2
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):		80.60

Sun	nmary of activities	Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	646,527
(b)	Institutional strengthening:	577,200
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,328,430
	Total:	2,552,157
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

29. During phase IX, the NOU of Nicaragua achieved broad consensus on revised national ODS legislation; submitted CP and Article 7 data for 2018 and 2019; coordinated activities under stage I and submitted stage II of the HPMP. The NOU organized several training sessions for service technicians and training workshops at five border posts on prevention of illegal trade in ODS and HFCs. The NOU also produced information and outreach materials and organized extensive activities in observance of the International Ozone Day in 2019 and 2020. On 12 August 2020, the process of consultation and dictum issuance for the legislative decree for the ratification of the Kigali Amendment was carried out. The NOU also participated in all network meetings, and meetings related to the Montreal Protocol. Nicaragua has fully achieved 24 out of 27 performance indicators, and three were partially achieved.

Plan of action

30. During phase X, the NOU will continue activities including: strict monitoring and control of the imports and use of HCFCs; facilitating access to and use of new alternative substances and technologies; implementation of the HFC license system and the public procurement guidelines on RAC equipment; development of national capacities to allow the efficient implementation of the Montreal Protocol provisions; training of RAC technicians, customs officers and environment inspectors; fostering partnerships with public and private sector stakeholders to comply with phase-out and reporting obligations under the Montreal Protocol; public awareness campaigns through mass-media; support to the RAC association; and finalization of the ratification of the Kigali Amendment.

Saint Lucia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening	(US \$):		
	Phase I:	Feb-97	36,580
	Phase II:	Mar-00	24,400
	Phase III:	Jul-02	31,200
	Phase IV:	Jul-04	31,200
	Phase V:	Jul-06	60,000
	Phase VI:	Jul-08	60,000
	Phase VII:	Dec-10	60,000
	Phase VIII:	Dec-12	60,000
	Phase IX:	Nov-14	60,000
	Phase X:	Nov-17	85,000
		Total:	508,380
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):		85,000	
Date of approval of country programme:			1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000))		0.00
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			1.09
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.00
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as po	er Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)	7.		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			0.31
Annex E (methyl bromide)			0.00
		Total:	0.31
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,515,230
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,225,957
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):			11.63
ODS phased out (as at June 2020) (ODF tonnes):			11.50
ODS phased out (as at December 2017) (ODI tollies).			11.30

Sun	nmary of activities	Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	332,350
(b)	Institutional strengthening:	508,380
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	674,500
	Total:	1,515,230
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

32. During Phase X, the NOU submitted CP and Article 7 data for 2018 and 2019 to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; assisted in the training of customs officers in the prevention of illegal trade of ODSs and RAC technicians in RAC servicing practices, refrigerant recovery, recycle and reuse and handling of alternative technologies; made progress towards ratification of the Kigali Amendment through an analysis of existing ozone and climate policy and legislation, assessing training and other needs

to support transition to low-GWP alternatives; and organized public awareness activities including producing information and outreach materials and organizing activities in observance of the International Ozone Day. The NOU also participated meetings related to the Montreal Protocol. Saint Lucia has fully achieved 15 out of 25 performance indicators, with eight partially achieved, and two not achieved.

Plan of action

33. During phase XI, the NOU will continue activities including: implementation of the fourth tranche of the HPMP; monitoring and enhancing the existing licensing and quota system, and expanding the current licensing system to include HFCs; strengthening public education and awareness on ozone and climate protection and energy efficiency and their synergies; and preparation for ratification of the Kigali Amendment.

Suriname: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (U	S \$):		
	Phase I:	Dec-03	110,000
	Phase II:	Nov-06	73,333
	Phase III:	Nov-09	73,333
	Phase IV:	Jul-12	73,333
	Phase V:	Nov-14	73,333
	Phase VI:	Dec-16	93,866
		Total:	497,198
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):			93,866
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):			93,866
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multila	teral Fund (US \$):	93,866
Date of approval of country programme:			2003
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):			
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			2.0
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP tonnes) as per A	Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			0.58
Annex E (methyl bromide)			0.00
		Total:	0.58
Year of reported country programme implementation data:			2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):			1,754,878
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):			1,417,857
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):			41.9
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):			41.4

34. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	222,000
(b) Institutional strengthening:	497,198
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,035,680
Total:	1,754,878

Progress report

35. During phase VI, the NOU continued implementation of HPMP activities; ensured prevention of illegal trade of ODS; submitted CP and Article 7 data for 2018 and 2019 to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; and supported strengthening of relevant legislative frameworks for controls of ODS. The NOU organized training for technicians and Customs officers and implemented the import/export licensing and quota system and began the transition towards an electronic system. The NOU also participated in meetings related to the Montreal Protocol, and hosted the Thematic Network Meeting of the English Speaking Caribbean and Haiti in October 2019. Suriname has fully achieved 20 out of 24 performance indicators, and four were partially achieved.

Plan of action

36. During phase VII, the NOU will continue activities including: strengthening the existing legal framework by including controls of high-GWP ODS alternatives in the legislation and completion of transition towards the electronic licensing system; promoting use of ODS alternative technologies that have low-GWP and are energy efficient; coordinating and monitoring of HPMP activities including training of RAC technicians and public awareness, with a focus on ODS alternatives; preparing and submitting progress and financial reports to relevant implementing agencies; collection and submission of A7 and CP data; and participation in meetings related to the Montreal Protocol.

Viet Nam: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-95	137,280
	Phase II:	Jul-99	91,520
	Phase III:	Mar-01	91,520
	Phase IV:	Jul-03	118,976
	Phase V:	Jul-05	118,976
	Phase VI:	Jul-07	118,976
	Phase VII:	Apr-09	118,976
	Phase VIII:	Apr-11	118,976
	Phase IX:	Dec-12	118,976
	Phase X:	Nov-14	118,976
	Phase XI:	Dec-16	152,289
	Phase XII:	Dec-18	152,289
		Total:	1,457,730
Amount requested for renewal (phase XIII) (US			152,289
Amount recommended for approval for phase XIII (US \$):			152,289
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XIII to the Multilateral Fund (US \$):			152,289
Date of approval of country programme:		1996	
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.2
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		221.2	
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		136.5	
Latest reported ODS consumption (2019) (ODP	tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)	r		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)			197.55
Annex E (methyl bromide)			0.00
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		Total:	197.55

Summary of the project and country profile	
Year of reported country programme implementation data:	2019
Amount approved for projects (as at June 2020) (US \$):	20,896,331
Amount disbursed (as at December 2019) (US \$):	16,564,962
ODS to be phased out (as at June 2020) (ODP tonnes):	870.8
ODS phased out (as at December 2019) (ODP tonnes):	865.8

Sun	nmary of activities	Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	15,504,087
(b)	Institutional strengthening:	1,457,730
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	3,934,514
	Total:	20,896,331
(d)	HFC activities funded from additional voluntary contributions	250,000

Progress report

38. During phase XII, the NOU enforced the HCFC import/export quota and licensing system, including for the control of HCFC-based pre-blended polyols, through the online platform; coordinated the implementation of stage II of the HPMP and enabling activities for HFC phase-down including an HFC licensing system established through the amendment of the existing regulations; and submitted CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. The NOU celebrated the International Ozone Day by developing and distributing communication materials relating to the Montreal Protocol. The NOU also participated in meetings related to the Montreal Protocol. Viet Nam ratified the Kigali Amendment on 27 September 2019. Viet Nam has fully achieved 13 out of 15 performance indicators, and two were partially achieved.

Plan of action

39. During phase XIII, the NOU will continue activities including implementation and enforcement of HCFC quota and licensing systems including the control of HCFC-141b contained in pre-blended polyols, and a licensing system for HFCs; conducting data collection and reconciliation for HCFC and HFC import-export statistics; coordination with stakeholders for the implementation of Montreal Protocol activities including HPMP and enabling activities for HFC phase-down; information dissemination to the target groups. The NOU will also enhance its communication and collaboration with relevant ministries in order to share experiences and good practices, and to build capacity and understanding of current regulations related to the Montreal Protocol.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 86^E RÉUNION

Brunei Darussalam

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Brunei Darussalam (phase VII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour les années 2018 et 2019 les données de mise en œuvre du programme de pays ainsi que les données fournies au titre de l'article 7 respectivement au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également constaté que le pays dispose d'un système opérationnel d'octroi d'autorisations et de quotas pour le contrôle des importations et des exportations de HCFC, et qu'il a renforcé le contrôle de l'application des réglementations sur les SAO. Le Comité a pris note avec satisfaction que tandis que le processus de ratification de l'Amendement de Kigali est en cours, la modification des réglementations existantes afin d'y inclure le contrôle des importations et des exportations de HFC en est au stade final avant l'adoption. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement du Brunei Darussalam poursuivra la mise en œuvre de ses activités d'élimination des HCFC, les activités de facilitation pour la réduction progressive des HCF ainsi que le projet de renforcement des institutions dans les délais voulus et de manière efficace pour permettre au pays de se conformer de manière durable aux objectifs du Protocole de Montréal.

Cap Vert

Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Cap Vert (phase VII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour les années 2018 et 2019 les données de mise en œuvre du programme de pays ainsi que les données fournies au titre de l'article 7 respectivement au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également constaté qu'un système opérationnel d'autorisations d'importations/exportations de SAO et de quotas des HCFC est en place, que des activités du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été mises en œuvre de manière coordonnée et que le processus de ratification de l'Amendement de Kigali a été engagé. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement du Cap Vert poursuivra la mise en œuvre de son PGEH, les activités de facilitation pour la réduction progressive des HCF ainsi que le projet de renforcement des institutions dans les délais voulus et de manière efficace pour permettre au pays de se conformer de manière durable aux objectifs du Protocole de Montréal.

République dominicaine

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la République Dominicaine (phase XI) et a pris note avec satisfaction que ce pays s'était conformé à ses obligations en vertu du Protocole de Montréal de communication des donnés au titre de l'article 7 et d'élimination des HCFC, et qu'un système opérationnel d'autorisations d'importations/exportations de SAO et de quotas des HCFC est en place. Le Comité exécutif a également noté que la République Dominicaine a soumis dans les délais impartis les données de 2018 et 2019 de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité exécutif a reconnu que le pays avait mis en œuvre les activités programmées dans le cadre de son plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), s'était acquis le soutien des parties prenantes par la voie du comité directeur et des réunions de consultation, et qu'il avait renforcé la sensibilisation du public à la protection de la couche d'ozone. Le Comité exécutif a donc toute confiance que la République Dominicaine continuera à mettre en œuvre son PGEH et le projet de renforcement des institutions dans

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/34 Annexe II

les délais impartis et de manière efficace afin de permettre au pays de parvenir à l'objectif de réduction de 67,5 pour cent d'ici le 1^{er} janvier 2025.

Éthiopie

4. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l'Éthiopie (phase VIII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour les années 2018 et 2019 les données de consommation de SAO au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone ainsi que celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a reconnu que l'Éthiopie a continué à mettre en œuvre son système d'autorisation des importations et des exportations et de quotas de HCFC; que le pays a mené à bien la formation des techniciens frigoristes et des agents des douanes, et a développé et organisé des activités de sensibilisation du public. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement de l'Éthiopie continuera à mettre en œuvre des activités permettant au pays de se conformer à ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également pris note avec satisfaction de la ratification de l'Amendement de Kigali par l'Éthiopie le 5 juillet 2019 et des mesures prises pour respecter les obligations initiales en vertu de cet Amendement.

Fidji

5. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Fidji (phase XI) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour les années 2018 et 2019 les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a reconnu que Fidji continue à mettre en œuvre son système d'autorisations et de quotas de HCFC ainsi que son PGEH de manière efficace et dans les délais, que ce pays poursuit ses efforts d'examen des lois sur les SAO afin d'y inclure les HFC et les mélanges de HFC, qu'il a mis en œuvre le renforcement des capacités pour les agents des douanes et les techniciens spécialistes de la réfrigération et de la climatisation, qu'il organisé des inspections afin de s'assurer de la conformité aux réglementations, et a organisé des activités d'information et de sensibilisation. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement de Fidji continuera à mettre en œuvre des activités permettant au pays de se conformer à ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également pris note avec satisfaction de la ratification de l'Amendement de Kigali par Fidji le 16 juillet 2020 et des mesures prises pour respecter les obligations initiales en vertu de cet Amendement.

Kenya

6. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Kenya (phase XII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour les années 2018 et 2019 les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a noté qu'au cours de la période sur laquelle porte la communication des données, le Kenya a pris des mesures afin d'éliminer sa consommation de SAO, notamment le pays a assuré la mise en œuvre des réglementations sur les SAO au moyen de la mise en application du système d'autorisations et de quotas concernant les HCFC, de la formation des techniciens aux bonnes pratiques de l'entretien, et du lancement de programmes de sensibilisation du public. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement du Kenya continuera à mettre en œuvre des activités permettant au pays de se conformer aux objectifs du Protocole de Montréal.

Kirghizistan

7. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Kirghizistan (phase IX) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour l'année 2019 les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a donc toute confiance dans le fait que le Kirghizistan continuera avec succès la mise en œuvre de la phase II du PGEH pour réaliser de façon durable l'élimination intégrale des HCFC conformément à ce qui est stipulé dans l'accord conclu avec le Comité exécutif. Le Comité a également pris note avec satisfaction de la ratification de l'Amendement de Kigali par le Kirghizistan le 8 septembre 2020 et des mesures prises pour respecter les obligations initiales en vertu de cet Amendement, notamment le commencement de la préparation d'une stratégie de réduction progressive des HFC.

Mauritanie

8. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Mauritanie (phase VII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis pour l'année 2019 les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également noté que la Mauritanie a pris des mesures pour éliminer la consommation de HCFC au moyen de la mise en application d'un système opérationnel d'autorisations et de quotas, et il a donc bon espoir qu'au cours des deux prochaines années la Mauritanie poursuivra la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination des HCFC et son projet de renforcement des institutions afin d'assurer de manière durable la conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal.

Nauru

9. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Nauru (phase VI) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a constaté qu'en dépit des retards de mise en œuvre de la phase V, Nauru a pris des mesures pour assurer la durabilité de l'élimination des SAO réalisée en mettant en place la loi sur la protection de la couche d'ozone de 2017 et en préparant les réglementations subsidiaires. Le Comité est conscient des efforts déployés par Nauru pour réduire la consommation de HCFC et se préparer à la réduction progressive des HFC, et a donc toute confiance qu'au cours des deux prochaines années Nauru poursuivra la mise en œuvre efficace des phases I et II de son PGEH, les activités de facilitation pour la réduction progressive des HFC ainsi que le projet de renforcement des institutions pour permettre au pays de respecter de façon durable les objectifs du Protocole de Montréal et de ratifier dans un futur proche l'Amendement de Kigali.

Nicaragua

10. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Nicaragua (phase IX) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également observé qu'un système d'autorisations et de quotas pour les importations/exportations est en place et que le pays a formé des techniciens frigoristes et des agents des douanes à la prévention du commerce illégal des SAO, qu'il a organisé des réunions de consultation avec les parties prenantes et le comité directeur, qu'il a sensibilisé le public à la protection de la couche d'ozone et a poursuivi le processus de ratification de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le Nicaragua continuera à mettre

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/34 Annexe II

en œuvre son PGEH et le projet de renforcement des institutions dans les délais impartis et de manière efficace afin de permettre au pays de parvenir à l'objectif de réduction de 67,5 pour cent d'ici 1^{er} janvier 2025.

Sainte-Lucie

11. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Sainte-Lucie (phase XI) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également noté que Sainte-Lucie avait un système opérationnel d'autorisations et de quotas, que son plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) est en train d'être efficacement mis en œuvre et intégré dans les processus de planification nationaux, et que le pays a pris des mesures pour démarrer la ratification de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement de Sainte-Lucie continuera ses activités à la fois au niveau politique et au niveau du projet afin d'assurer que sa consommation annuelle de HCFC ne dépassera pas la consommation maximale admissible indiquée dans son accord de PGEH conclu avec le Comité exécutif, et que le pays ratifiera dans un futur proche l'Amendement de Kigali.

Suriname

12. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Suriname (phase VII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a également constaté que le Suriname dispose d'un système d'autorisations et de quotas pour les importations/exportations et qu'il est en train de passer à un système électronique pour les autorisations. Le Comité est conscient des efforts déployés par ce pays pour mettre en œuvre son plan de gestion de l'élimination des HCFC et pour démarrer la ratification de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le Suriname continuera à mettre en œuvre son PGEH et le projet de renforcement des institutions dans les délais voulus et de manière efficace afin de permettre au pays d'atteindre de manière durable les objectifs du Protocole de Montréal.

Viet Nam

13. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande concernant le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Viet Nam (phase XIII) et a pris note avec satisfaction que ce pays a soumis les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds ainsi que les données transmises au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est en conformité avec ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le Comité a reconnu que ce pays continuait à mettre en œuvre son système d'autorisations et de quotas pour les HCFC, à assurer le respect des réglementations au moyens d'inspections, et à mettre en œuvre de manière efficace et dans les temps impartis le plan de gestion de l'élimination des HCFC, notamment les activités de formation destinées aux agents des douanes et aux techniciens de la réfrigération, ainsi que des activités d'information et de sensibilisation. Le Comité exécutif a donc toute confiance que le gouvernement du Viet Nam continuera à mettre en œuvre des activités permettant au pays de se conformer aux objectifs du Protocole de Montréal. Le Comité a également pris note avec satisfaction de la ratification de l'Amendement de Kigali par le Viet Nam le 27 juillet 2019 et des mesures prises pour respecter les obligations initiales en vertu de cet Amendement, notamment l'examen des lois sur les SAO pour y inclure le contrôle des HFC et des mélanges de HFC.



AMENDMENT TO UNEP'S WORK PROGRAMME 2020

Presented to the 86th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

September 2020

United Nations Environment Programme

A. INTRODUCTION

- 1. UNEP's Work Programme 2020 was approved at the 85th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.
- 2. This document, as submitted for consideration to the 86th Meeting of the Executive Committee, represents an Amendment to that Work Programme.

B. SUMMARY OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT FOR 2020

- 3. Consistent with the Business Plan 2020-2022, this Amendment comprises funding requests for
- Support for the implementation of Institutional Strengthening projects in 13 countries.
- Support in preparation of HCFC phase-out Management Plans (stages 2 and 3) in 5 countries.
- Support in preparation of HFC Phase Down Management Plan in 10 countries.
- Support in preparation of Verification Reports in 13 countries.
- Requests for extension of EA projects implementation period for projects approved at ExCom-83 in 1 country.
- 4. Details of the Work Programme Amendment and the total requested funding by project groups are presented in Table 1.
- 5. Summary of the Work Programme Amendment is presented in Table 2.
- 6. Requests for extension of EA projects implementation period are presented in the table 3.

Table 1. Funding requests for annual tranches for ISP renewals and individual projects to be considered at the 86th Meeting of the Executive Committee

Country	Project title	Amount, US\$	PSC, US\$	Total requested amount, US\$
INSTITUTIONAL ST	TRENGTHENING PROJECT RENEWALS (ISRs)			
Brunei Darussalam	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	89,600	0	89,600
Cabo Verde	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	85,000	0	85,000
Dominican Republic (the)	Renewal of institutional strengthening project (Phase XI)	171,946	0	171,946
Ethiopia	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	85,000	0	85,000
Fiji	Renewal of institutional strengthening project (Phase XII)	85,000	0	85,000
Kenya	Renewal of institutional strengthening project (Phase XII)	194,134	0	194,134
Kyrgyzstan	Renewal of institutional strengthening project (Phase X)	148,262	0	148,262
Mauritania	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	85,000	0	85,000
Nauru	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
Nicaragua	Renewal of institutional strengthening project (Phase X)	85,000	0	85,000
Saint Lucia	Renewal of institutional strengthening project (Phase XI)	85,000	0	85,000
Suriname	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	93,866	0	93,866
Viet Nam	Renewal of institutional strengthening project (Phase XIII)	152,289	0	152,289
Sub-total for Institution	nal Strengthening Project Renewals	1,445,097	0	1,445,097
PREPARATION OF HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS (STAGES 2 AND 3)				
Barbados	Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stage 2) – the lead agency	30,000	3,900	33,900
Chile	Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stage 3) – the cooperating agency. The project document is submitted by UNIDO as the lead agency	15,000	1,950	16,950

3

Guinea	Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stage 2) – the lead agency in cooperation with UNIDO	20,000	2,600	22,600
Oman	Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stage 3) – the cooperating agency. The project document is submitted by UNIDO as the lead agency	20,000	2,600	22,600
Saudi Arabia	Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stage 3) – the cooperating agency. The project document is submitted by UNIDO as the lead agency	45,000	5,850	50,850
	ation of HCFC phase-out Management Plans (stages 2 and 3)	130,000	16,900	146,900
VERIFICATION R				
Barbados	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Burundi	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Dominica	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Equatorial Guinea	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Eswatini	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Guyana	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Haiti	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Mali	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Mozambique	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Myanmar	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Sierra Leone	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Suriname	Verification report on the implementation of the stage 2 of HPMP	30,000	3,900	33,900
Timor-Leste	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Sub-total for Enablin	ng Activities	390,000	50,700	440,700
HFC PHASE-DOW	N MANAGEMENT PLAN PREPARATION			
Armenia	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency	150,000	19,500	169,500
Bhutan	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency in cooperation with UNDP	75,000	9,750	84,750
Ghana	Preparation of HFC Phase Down Plan – the cooperating agency. The project document is submitted by UNDP as the lead agency	45,000	5,850	50,850
Kyrgyzstan	Preparation of HFC Phase Down Plan – the cooperating agency. The project document is submitted by UNDP as the lead agency	25,000	3,250	28,250
Lao PDR	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency in cooperation with UNDP	75,000	9,750	84,750
Maldives	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency in cooperation with UNDP	75,000	9,750	84,750
Mexico	Preparation of HFC Phase Down Plan – the cooperating agency. The project document is submitted by UNIDO as the lead agency	35,000	4,550	39,550
Nigeria	Preparation of HFC Phase Down Plan – the cooperating agency. The project document is submitted by UNDP as the lead agency	58,000	7,540	65,540

Senegal	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency in cooperation with UNIDO	60,000	7,800	67,800
Turkmenistan	Preparation of HFC Phase Down Plan – the lead agency	150,000	19,500	169,500
Sub-total for preparation of HFC Phase Down Management Plan		748,000	97,240	845,240

Table 2. Summary of items submitted for consideration by the 86th Executive Committee meeting by group

Type of projects	Value in US	Project support costs in US\$	Total in US\$
Sub-total for Institutional Strengthening Projects	1,445,097	0	1,445,097
Sub-total for Preparation of HCFC Phase-out Management Plans (stages 2 and 3)	130,000	16,900	146,900
Sub-total for Verification Reports	390,000	50,700	440,700
Sub-total for Preparation of HFC Phase Down Management Plan	748,000	97,240	845,240
Grand Total	2,713,097	164,840	2,877,937

Table 3. Requests for extension of EA projects implementation period for projects approved at ExCom-83

Country	Project title	Extension period
Syria	Enabling activities for Kigali amendment	Dec-2021

C. PROJECT CONCEPTS for items to be submitted by UNEP

Title:	Darussalam, Cabo Verde, Dominio	ening renewals for (13 countries) Brunei can Republic (the), Ethiopia, Fiji, Kenya, icaragua, Saint Lucia, Suriname and Viet Nam		
Background:	Renewals of institutional strengthening projects (ISP) for the above-listed twelve countries are being requested in line with relevant decisions and guidelines of the Executive Committee.			
	These projects have been included	These projects have been included in the UNEP's 2020-2022 Business Plan.		
Objectives:		To assist the Governments of these Article 5 countries in building and strengthening their capacity for the implementation of the Montreal Protocol and its Amendments.		
Activities and description:		Individual documents for these projects – the terminal reports and the action plans - have been submitted to the Multilateral Fund Secretariat separately.		
Time Frame:	24 months			
Per country cost:	Country	US\$		
	Brunei Darussalam	89,600		
	Cabo Verde	85,000		
	Dominican Republic (the)	171,946		
	Ethiopia	85,000		
	Fiji	85,000		
	Kenya	194,134		
	Kyrgyzstan	148,262		

Total:	USD 1,445,097
Viet Nam	152,289
Suriname	93,866
Saint Lucia	85,000
Nicaragua	85,000
Nauru	85,000
Mauritania	85,000

^{*}Note: No project support costs are requested for institutional strengthening projects.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN (OVERARCHING STRATEGY)

Part I: Project Information

Project title:	Funding Request for the Preparation of Stage-II HCFC Phase-out Management		
	Plan		
Country:	BARBADOS		
Lead implementing agency:	UNEP		
Cooperating agency (1):	(select) Click or tap here to enter text.		
Cooperating agency (2):	(select) Click or tap here to enter text.		
Cooperating agency (3):	(select) Click or tap here to enter text.		
Implementation period:	January 2021-December 2022		
Funding requested:			
Agency	Sector	Funding requested (US \$)	
UNEP	Overarching	30,000	

Part II: Prerequisites for submission

	Item	Yes	No
1.	Official endorsement letter from Government specifying roles of respective	\boxtimes	
	agencies (where more than one IA is involved)		
2.	Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for	\boxtimes	
	stage I HPMP had been returned / will be returned (Decision 71/42(i))		
	• Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be	There is no ba	lance from Stage
	returned	I PRP.	

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in ⊠ stage III / □ stage III of the HPMP				
Phase-out commitment	100	Year of	2030	
(%)		commitment		
⊠ Servicing only		☐ Manufacturing	☐ Servicing and	
		only	manufacturing	
2. Brief background on	previous stage of the HPMP			

The first stage of the HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) for Barbados was approved at the 69th Meeting of the Executive Committee with a total funding of US\$280,000 (excluding agency support costs) for the period 2013 to 2020 to reduce HCFC consumption by 35% of the baseline. The overreaching strategy has the main goal to provide ozone and climate benefits through the integrated plan for ozone depleting substances (ODS) reductions for the refrigeration sector, promotion and adoption of energy efficiency alternative technologies. Stage I sought to phase out the consumption of HCFCs in the country as required by the Montreal Protocol. Its focus was on the following 4 components:

- a. Capacity Building
 - i. Training of RAC technicians in good practices in RAC and new and alternative refrigerants and refrigerant technologies
 - ii. Training of Customs and licensing officers in the monitoring and control of trade to strengthen the enforcement of the legislation and the HCFC Licensing and Quota System (LQS)
 - iii. Completion of a review of the curriculum of the Diploma in RAC at the principal vocational training institution
 - iv. Procurement and provision of equipment, tools and devices to the principal vocational training institution to facilitate an upgrade of the RAC laboratory and to support the phase out of HCFCs.
- b. Policy, Legislative and Regulatory Mechanisms

- i. Enforce annual quota allocations to control trade in HCFCs set in accordance with Montreal Protocol obligations
- ii. Development of a policy to inform the drafting of legislation to regulate the national RAC sector that includes an examination of:
 - 1. existing standards for the labeling, safety and environmental requirements for refrigerants and refrigerant consuming equipment
 - 2. establishment of incentives to encourage the importation of products that are ozone friendly
 - 3. not granting incentives for developments proposing HCFC consuming equipment
 - 4. developing a policy to include good AC design for new construction and green buildings in general through:
 - 5. certification and licensing of technicians
 - 6. development of a new Act of Parliament to address the issues relative to the demand and consumption of ODS and Barbados' obligations as a Party the ban on the importation of all HCFC consuming equipment
- c. Education and Awareness
 - i. Publication of information in the local newspapers and through PSAs on the radio
 - ii. Development, production and dissemination of educational and awareness raising materials e.g. additional good practice guides, promotional materials etc.
- d. Monitoring and evaluation
 - i. Preparation and submission of reports
 - ii. Establishment of monitoring and evaluation protocols,

The project has been implemented with support from UNEP as lead agency and UNDP as cooperating agency.

The Government of Barbados committed to the following control measures with the support of funding and technical assistance from the Multilateral Fund and implementing agencies:

- (i) Freeze the consumption of HCFCs in 2013 to the agreed baseline figure.
- (ii) Reduce consumption of HCFCs by 10% from 2015.
- (iii) Reduce consumption of HCFCs by 35% from 2020.

In 2013 the Government of Barbados agreed its starting point for sustained aggregate reduction in HCFC consumption of 3.69 ODP tonnes as a baseline, calculated using actual consumption of HCFCs reported in 2009 and 2010. Barbados has progressed with implementation of Stage 1 of its HPMP. Notable achievements include meeting the 2013 HCFC freeze and 10% and 35% reduction targets in 2015 and 2020 respectively and building the capacity of RAC technicians in good practices in RAC and new and alternative refrigerants and refrigerant technologies. The country prepared a draft policy to inform the drafting of legislation to regulate the RAC sector. Additionally, a number of public awareness activities were undertaken to promote and encourage the transition towards the use of non-ozone depleting, low global warming potential (GWP), energy efficient refrigerants and refrigerant technologies.

3. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP				
Activity	Activity Description			
		agency		
Legal/regulatory framework	The Government of Barbados enforced the HCFC	UNEP		
	Licensing and Quota System (LQS) during Trance 1 and 2.			
	No incidences of illegal trade were reported. The NOU			
	liaised with licensing officers at least once per month over			
	the period January 2018 - December 2019 to discuss the			
	administration of the LQS. The Customs and Excise			
	Department were aware of all quotas that were assigned and			
	was involved in monitoring and enforcement at the ports of			
	entry. Vigilant monitoring and enforcement of quota at the			
	point of licensing and at the ports of entry, together with the			
	cooperation from importers resulted in the 2018 and 2019			
	quotas being adequately managed. As a result, national			
	quotas for 2018 and 2019 were not exceeded.			

Legal/regulatory framework	The Government of Barbados commenced the preparation of technical reports that examine the following: a. existing standards for the labeling, safety and environmental requirements for refrigerants and refrigerant consuming equipment; b. feasibility of establishing incentives to encourage the importation of ozone friendly products; c. not granting incentives for developments proposing HCFC-based equipment; d. development of a policy to include good AC design for new construction and green buildings through, certification and licensing of technicians; e. ban the importation of all HCFC-based equipment. Draft Technical reports have been prepared and work is progressing towards finalization for submission to the NOU. Relevant recommendations from the reports will be submitted to the Cabinet of Barbados for approval prior to implementation. Three preliminary stakeholder meetings were held in May and June 2017 to discuss the expected outputs of the reports. One stakeholder meeting was held in November 2018 and coincided with a meeting of the National Ozone Steering Committee to discuss the status of the project and additional information pertinent to the	UNEP
Refrigeration servicing sector	preparation of the reports. Curriculum review report was submitted to the NOU and the Samuel Jackman Institute of Technology (SJPI) for consideration.	UNEP
Refrigeration servicing sector	150 copies of the Good practice guide were produced and disseminated to stakeholders over the period April to December 2019. The bulk of the distribution was done during training workshops and as part of World Refrigeration Day and International Ozone Day activities. Guides were also presented to the staff and students enrolled in the Diploma in RAC Programme at the SJPI.	UNEP
Refrigeration servicing sector	1 Train the Trainers workshop was held in August 2017 and 2 training sessions were conducted by the trainers over the course of January to March 2018. A total of 38 technicians were trained. Under Tranche 2 5 training sessions were held during the period of April, July and October 2018 and March - April 2019 resulting in a total of 63 technicians participating in the three-day training workshop.	UNEP
Refrigeration servicing sector	Refrigerant and RAC equipment importing companies sent representatives to participate in the training workshops held in April and October 2018 and March 2019 and April 2019 in good RAC practices and new and alternative refrigerants and refrigerant technologies.	UNEP
Refrigeration servicing sector	6 technicians volunteered to participate in Level IV CVQ Assessor Training which was facilitated by the NOU and conducted through the Technical Vocation Education and Training (TVET) Council. Volunteers signed formal letters of commitment which were prepared by the NOU. The training took place May 15- July 31, 2018. Participants were required to attend classes and complete a portfolio in order to attain the qualification. 6 technicians completed and participated in the mandatory classes. However, only 1 technician completed the required portfolio during the reporting period. The NOU continues to encourage remaining technicians to complete their portfolios.	UNEP

Others, specify.	Public Awareness and Education: NOU published notices reminding stakeholders and the general public about the Import/Export LQS and the HPMP activities in the 3 local newspapers in January 2018 and February, March and April 2020. Public awareness materials were produced and disseminated to stakeholders and the general public in hard copy and via email blast in January, March and June 2019. These materials included: the 'NOU News' Newsletter, a national trade regulation brochure, a flyer on Trade regulation that included information about the Import/Export LQS. 150 public awareness guides were produced for distribution to stakeholders.	UNEP	
Others, specify.	Public Awareness and Education: 2 technical seminars were executed on January 2018, and June 26, 2019 entitled "The RAC Industry: Refrigeration and Air Conditioning System Design Considerations in the Face of a Changing Environment" and "Global Shifts in RAC Equipment – Preparing the Building, Procurement, RAC Sectors and Local Consumers for the Change". 95 persons participated.	UNEP	
Refrigeration servicing sec	Equipment, tools and devices were purchased and provided to the principle tertiary vocational institution through UNDP over the period July 2017-October 2018. Key items purchased included: 4 Refrigerant Identifiers, 4 electronic scales, 1 mobile refrigerant trainer, 4 wall split units, 4 evaporators (air handing units) and 4 condensing units, 4 vacuum pumps, 4 recovery machines, 8 recovery cylinders. This initiative facilitated an equipment upgrade to the RAC laboratory at the institution. The equipment was earmarked for use during the execution of practical training workshops held by the NOU, Ministry of Environment and National Beautification (MENB).	UNDP	
Others, specify. Monitoring the HPMP implementation: To ensure effective implementation of all activities within the HPMP, the NOU followed internal monitoring and reporting procedures to ensure that activities and expenditures were in accordance with the financial rules of the Government of Barbados. The requisite reports and tranche requests required under the project were prepared and submitted to UNEP and UNDP.			
4. Overview of current	HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years	<u> </u>	
Substance	Sector 2017 2018	2019	
HCFC-22			

5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

Households are increasingly using air conditioners due to increasing temperatures from climate change in Barbados and increase in standard of living. There has also been an increase in the use of refrigeration systems both domestic and commercial. The use of HCFC is reducing, while HFC and HFC blends use are increasing in the country due to increase in the use of HFC-based equipment.

6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.

Information needed		ed	Description	Agency			
	Updated	data	on	HCFC	Conduct surveys to collect information on the HCFC	UNEP	
	consumption	on		in	quantities currently consumed by RAC sector		
	manufacturing/servicing sector		ector				

Updated sectoral consumption	Analysis of the current situation and development	UNEP
information	trends;	INED
New information on ODS	Information on policy initiatives including	UNEP
regulations	certification of technicians, existing codes of practice	
	and their enforcement.	
Analysis of types of equipment	Update the inventory of HCFC-based equipment	UNEP
using HCFCs	especially air conditioners and commercial HCFC-	
	based equipment	
7. Activities to be undertaken for	project preparation and funding	
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Conduct surveys to determine	10,000	UNEP
HCFC quantities currently		
consumed by servicing workshops		
and the various servicing sectors		
(i.e. domestic, commercial,		
industrial) and establish inventory		
of existing HCFC-based equipment		
both domestic and commercial		
Recruitment of international or	10,000	UNEP
national experts to assist in the		
design and execution of surveys,		
facilitate meetings and prepare the		
HPMP Stage II document		
National review, discussion and	10,000	UNEP
consultation meetings on the draft		
of Stage II HPMP		
TOTAL	30,000	

8. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?

The overarching strategy that Barbados expects to implement assumes that new commercially viable refrigeration and air-conditioning technologies that use zero-ODP and zero-GWP refrigerants in energy efficient equipment will become available on the market.

The overarching strategy will be based on strengthening the implementation of the existing quota and licensing system and technical capacity building of trainers and technicians, to support appropriate technology choices. It will include the promotion, and training on the use, of the natural refrigerants.

9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The NOU and UNEP will promote involvement of female stakeholders in the project preparation. The efforts will be made to set-up gender-disaggregated data gathering. Strategies will be discussed to ensure that female technicians have equal opportunities to develop career in the industry.

11

Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM

HCFC phase-out management plan (Overarching strategy)

Part I: Project Information

Project title:	Preparation of stage II of HCFC Phase-out Management Plan		
Country:	GUINEA		
Lead implementing	UNEP		
agency:			
Cooperating agency (1):	UNIDO Click or tap here to enter text.		
Implementation period:	January 2021-December 2022		
Funding requested:			
Agency	Sector	Funding requested (US \$)	
UNEP	Overarching	20,000	
UNIDO	Overarching	10,000	

Part II: Prerequisites for submission

Ite	m	Yes	No
3.	Official endorsement letter from Government specifying roles of	\boxtimes	
	respective agencies (where more than one IA is involved)		
4.	Written confirmation – balances from previous PRP funding approved	\boxtimes	
	for stage I HPMP had been returned / will be returned (Decision		
	71/42(i))		
	• Specify meeting at which PRP funding balance had been	PRP funding	for stage I had
	returned/will be returned	been fully us	

B. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

2. m. o. m. o. m. o. m. o.	ta to support I III Tamaning (0)		,		
10. Montreal Protocol compliance target to be met in ⊠ stage II / □ stage III of the HPMP					
Phase-out	100	Year of	2030		
commitment (%)		commitment			
⊠ Servicing only			\Box Servicing and		
		Manufacturing	manufacturing		
		only			
11. Brief background on previous stage of the HPMP (i.e., when the HPMP was approved; a					
description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that					
substantial progress had been made)					
At the 66 th meeting, the Executive Committee approved stage I of the HPMP for Guinea. Based on the					
information collected during the preparation of the HPMP, the Government established as its starting point					

information collected during the preparation of the HPMP, the Government established as its starting point for sustained aggregate reduction in HCFC consumption, its baseline of 22.6 ODP tonnes, calculated using consumption of 21.80 ODP tonnes and 23.40 ODP tonnes reported for 2009 and 2010, respectively, under Article 7 of the Montreal Protocol.

The Government of Guinea committed to the following control measures with the support of funding and technical assistance from the Multilateral Fund and implementing agencies:

- (iv) Freeze the consumption of HCFCs in 2013 to the agreed baseline figure
- (v) Reduce consumption of HCFCs by 10% by 2015
- (vi) Reduce consumption of HCFCs by 35% by 2020.

The first tranche of stage I of the HPMP for the Republic of Guinea was approved at the 66th meeting of the Executive Committee at the level of US \$ 268,050 consisting of US \$85,000, plus agency support costs of US \$11,050 for UNEP, and US \$160,000, plus agency support costs of US \$12,000 for UNIDO.

The second tranche of stage I of the HPMP for the Republic of Guinea consisted of US\$ 60,000 consisting of US, plus agency support costs of US \$7,800 for UNEP and was approved at the 72nd meeting.

The submission of the third and fourth tranches was delayed due to the political situation associated with presidential elections in 2015, changes in the national ozone unit (NOU) and the extensive socio-economic impact of the Ebola epidemic. At the 85th meeting the Executive Committee approved the revised HPMP agreement with a new starting point of 7.51 ODP tonnes (due to low verified consumption in 2013-2019) and adjusted total funding level (US \$332,500 plus agency support costs) and distribution. The third tranche was also approved at the 85th meeting.

The verification report submitted to the same meeting confirmed that the Government is implementing a licensing and quota system for HCFC imports and exports, and recommended to strengthen the capacities of customs officers through additional training on the application of national and sub-regional ODS regulations, to equip customs department with efficient refrigerant identifiers, and to train importers in the use of allocated quotas to avoid discrepancies between the allocated quota and the actual amounts imported. The recommendations will be addressed during the implementation of the third tranche.

12. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP					
Activity	Description	Implementing			
		agency			
Legal/regulatory framework	Guinea has developed a code of good practices to avoid	UNEP			
	venting of refrigerants during servicing and maintenance				
	of RAC equipment.				
	All controlled substances listed in Annexes A, B and E				
	(except for quarantine and pre-shipment uses) of the				
	Montreal Protocol, are banned for import.				
	HCFCs and HCFCs based-equipment are subject to prior				
	authorization before import, and ODS are included in the				
	list of goods subjects to environmental inspections.				
	Moreover, the NOU has a focal point at the port of				
	Conakry to assist the customs officers in the				
	identification of refrigerants and ODS-based equipment				
	when needed.				
	The Government of Guinea ratified the Kigali				
	Amendment to the Montreal Protocol on 5 December				
	2019.				
Refrigeration servicing	686 custom officers were trained on identification and	UNEP			
sector	control of HCFCs and HCFC-based equipment, as well				
	as monitoring of the licensing and quota system, during				
D.C.	the past two tranches.	There			
Refrigeration servicing	920 refrigeration technicians were trained on good	UNEP			
sector	refrigeration practices, including safe handling of				
Defice and in	flammable refrigerants during the past two tranches.	TIMIDO			
Refrigeration servicing	Identifiers, AC units, and refrigeration servicing tools	UNIDO			
sector	were purchased and delivered. A training session on				

13

	identific	cation of alterna	ative refrigerants	(including	
	R134a,	R410a and R600)	was organized.		
Others, specify.	Monitor	ring the HPMP	implementation:	The NOU	UNEP
	recruite	d two consultants	(a refrigeration e	xpert and a	
	customs	expert) in addition	on to the existing N	OU team to	
	assist in	assist in the monitoring of the effective implementation			
	of all th	e HPMP activities	and collect accura	ite data.	
13. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)					
Substance	Sector	2016	2017	2018	2019
HCFC-22	RAC	85.45	46.18	40	35.09
	servicing				

14. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The consumption of HCFCs has been declining due to the implementation of the HPMP and an increase in the import of non HCFC-based refrigeration equipment. The use of HFC and HFC blends is increasing in the country. Due to improvement in the living standards of urban populations, the use of refrigeration and air-conditioning equipment is increasing.

15. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.

been undertaken during	been undertaken during preparation for the previous stage of the III wil.				
Information needed	Description	Agency			
Updated data on HCFC	Conduct surveys to collect information on	UNEP			
consumption in	the current demand for HCFCs in the RAC				
manufacturing/servicing	servicing sector				
sector					
Updated sectoral	Analysis of the current situation and	UNEP			
consumption information	development trends				
New information on ODS	Review existing legislation to assess	UNEP			
regulations	whether amendments are needed in light of				
	the Kigali Amendment				
Analysis of types of	Update the inventory of HCFC-based	UNIDO			
equipment using HCFCs	equipment especially air conditioners and				
	commercial HCFC-based equipment				
	including type, model and energy				
	consumption level				
16. Activities to be undertak	ken for project preparation and funding				
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency			
Survey to collect information	10,000	UNEP			
on HCFC demand in the					
servicing sector including					
information on subsectoral					
uses					
Consultant to support	10,000	UNEP			
development of stage II					

strategy and draft stage II

importers of the HCFCbased equipment to update

end

users,

5,000

HPMP document

of

Survey

UNIDO

the inventory of the HCFC		
equipment		
Consultant to support stage II	5,000	UNIDO
strategy development and		
draft technical assistance		
component of stage II		
document		
TOTAL	30,000	

17. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?

The overarching strategy that Guinea expects to implement assumes that new commercially viable refrigeration and air-conditioning technologies that use zero-ODP and zero-GWP refrigerants in energy efficient equipment will become available on the market.

The overarching strategy will be based on strengthening the implementation of the existing quota and licensing system and technical capacity building of trainers and technicians, to support appropriate technology choices. The Government will promote the use of zero-ODP and zero-GWP refrigerants.

How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

Under stage I of the HPMP NOU started to promote women's attendance at training workshops, and raise awareness on the need for gender-friendly work environments. This work will continue under stage II of the HPMP.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Armenia HFC phase-down plan preparation

Project title:	HFC phase-down plan preparation			
Country:	Armenia			
Implementing agency:	UNEP			
Implementation period:	January 2021- Dece	mber 2022		
Funding requested:				
Agency	Sector	Funding request	ted (US\$) not incl	uding PSC*
UNEP	Overarching	150,000		
Given the absence of the approved or reparation requests, the agreed fund				cture for project
Part II: Prerequisites for submi	ssion			
	Item		Yes	No
 Official endorsement letter from the control of the c	er from Government for choice of agency			
Kigali Amendment ratified	•	•	×	П

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)							
Montreal Protocol HFC phase-down target to be met in stage I of the HFC phase-down plan							
Commitment	ommitment Freeze Year 2024						
	10% reduction		2029				
⊠ Servicing only	☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufac	turing				
2. Brief background on	previous activities related to	the Kigali amendment and	d the HFC phase-down				
Please provide a brief b	ackground on the enablin	g activities project, when	it was approved, a brief				
description of the progres	s in implementation and ex	pected end date.					
The 74th Meeting of the E	xecutive Committee approv	ed Armenia's ODS alterna	tives survey of USD				
70,000, covering the period	70,000, covering the period 2012-2015. The project was completed in March 2017 and the report						
finalized in August 2017.							
The 80 th Meeting of the E	xecutive Committee approv	ved Armenia's enabling act	ivities project of USD				

150,000. The project was completed in June 2020 and the final report is being prepared.

Armenia ratified the Kigali Amendment in May 2019.

3. Current progress in implementation of Enabling Activities for HFC phase-down Budget: USD 150,000

Activity	Description	Implementing agency
Facilitation of the ratification of the Kigali Amendment	Ratification package for the Kigali Amendment to the Montreal Protocol was prepared and submitted to the Constitutional Court on 22 January 2019. A	UNIDO
	Reference was submitted to the Constitutional	

	Court as per the procedure set forth by the national legislation. On 27 March 2019 the National Assembly ratified the Kigali Amendment of the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. Kigali Amendment is the Fifth Amendment to the Montreal Protocol which came into force on 1 January 2019. A video on the Kigali Amendment was adopted into Armenian and uploaded to the official website of the NOU.	
	On 20 May 2019, a working meeting «New regulations under the Kigali amendment» was held at the UN Office. The meeting was supported by UNIDO and dedicated to the ratification of the Kigali amendment by the Republic of Armenia, which took place on 27 March 2019 and the country obligations stemming from the ratification.	
	Amendment to the Law on Substances that Deplete the Ozone Layer of 27 November 2006 and the Administrative Infringements Code of 6 December 1985 were adopted by the Parliament on 4 March 2020. Government resolutions stemming from the amendment to the Law to be adopted by the parliament were drafted and submitted to the Ministry.	
Institutional arrangements	Operating codes and standards for the efficient use of HFCs and ODS alternatives in the entire value chain were reviewed. Separate codes for HFCs have been introduced into the customs codes while HFC-based blends continue to remain a problem with generalized codes. Introduction of disaggregated codes for HFC-based blends require significant efforts and timing which shall be correlated with the stipulated procedures in the Eurasian Economic Union.	UNIDO
	Two international standards were adopted and put into force on 16 September 2019: EN 378-3:2016 Refrigerating systems and heat pumps - Safety and environmental requirements - Part 3: Installation site and personal protection EN 378-4:2016 Refrigerating systems and heat pumps - Safety and environmental requirements - Part 4: Operation, maintenance, repair and recovery	
Article 4b licensing system	The existing HCFC licensing and quota systems were	UNIDO

	reviewed and confirmed as fully operational. A	
	special working group addressed trade issues between Armenia as the Eurasian Economic Union (EEU) member state and other non-EEU countries. After an in-depth study of the EEU regulations Armenia has decided to include HFCs into the licensing system on the unilateral basis and inform the EEU on the unilateral regulations according to the procedure stipulated by the Agreement on the EEU.	
	The issue of HFC trade among the EEU member states is a special issue since there are no customs borders between the EEU countries. Armenia has studied the existing system of tracking HCFC / HFC movements within the EEU to understand the mechanism of establishing its annual consumption. The establishment of the operational HFC import / export licensing system is scheduled for 1 January 2021. New draft legislation including a list of HFCs and their HS codes was submitted for Government approval and underwent the Committee listening and approval on 18 August 2020. Finally, the Government Decree N 1368-N on "Approving the List of HFCs" was adopted on 20 August 2020. It will allow the enforcement and monitoring of trade in HCFCs / HFCs.	
	Upgrade of the e-licensing system was performed to include HFCs in the licensing system to enable HFC reporting at an earlier stage.	
Data reporting on HFC consumption	National mechanisms used for ODS reporting were reviewed to identify the opportunities to include HFCs consumption. The existing mechanisms were not enough since HFCs were not subject to licensing yet. Following the recommendations of the review, it has been decided to include the reporting possibilities into the e-licensing system that would allow deriving relevant data and generating reports on HCFC and HFC import/export in the real-time regime.	UNIDO
Preparation of the basis of the national strategy.	Assessment of the refrigeration and air-conditioning servicing sector was carried out through data collection and field-visits to the relevant industry representatives, and the inventory of the HFC and refrigeration and air-conditioning devices was prepared. This will provide the country with a solid basis to proceed with the development of the national strategy for HFC phase-down and the potential synergy with the Nationally Determined Contributions under the UNFCCC.	UNIDO

Additionally, potential policies and regulations to facilitate the phase-down of HFCs and the introduction of low-GWP alternative technologies were identified. Options considered included the economic tools (additional import duties levied on HFC-containing products) and additional incentives for low-GWP alternative technologies.

Kigali Amendment provides an opportunity to address challenging energy efficiency issues when shifting to ozone-friendly substances. To address the issue of energy-efficiency, a series of workshops were organized by the National Ozone Unit of the Ministry of Environment with the support of the Ministry of Territorial Administration and Infrastructure in all 10 provinces of Armenia and Yerevan dedicated to the energy efficiency of HVACR equipment.

The workshops were attended by the experts in the field of refrigeration, representatives from territorial governance and local self-government bodies responsible for environmental and energy (energy efficiency) sectors.

The following manuals developed by UNEP were translated into Armenian and presented during the workshops:

- «The Importance of Energy Efficiency in the Refrigeration, Air-conditioning and Heat Pump Sectors» (Armenian)
- «The Potential to Improve the Energy Efficiency of Refrigeration, Air-conditioning and Heat Pumps» (Armenian)
- «Delivering More Efficient Refrigeration, Airconditioning and Heat Pumps: Policy, Financing and Investment» (Armenian).

 Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phasedown.

Information needed	Description	Agency
Updated HFC / ODS alternatives data	Review available data and collect additional sector-specific data for the year 2019-2020 through questionnaires and interviews as this was not included in the enabling activities and the ODS alternatives survey. This includes sub-sector related data, number and age of equipment in sub-sectors, energy-efficiency and prices of alternative equipment etc.	UNEP

5. Overview of estimated import of ODS and ODS alternatives 2012-2015 in metric tonnes Extract from the ODS alternatives survey report

Table 6-52: ODS alternatives consumption data from year 2012 to year 2015

Sector		2012	2013	2014	2015
Domestic refrigeration	In new equipment	123.2	132.55	138.08	142.25
	Servicing	3.75	4.04	4.29	4.36
Industrial refrigeration	In all equipment	86.51	89.37	92.5	95.27
	Servicing	20.74	21.43	22.16	22.83
Commercial refrigeration	In new equipment	106.9	112.94	117.58	122.21
	Servicing	12.25	12.91	13.42	13.94
Stationary air-conditioning	In new equipment	179.06	200.87	225.31	241.53
	Servicing	20.56	22.42	24.48	25.93
Mobile air-conditioning	In new equipment	132.46	143.9	156.82	165.07
	Servicing	39.74	43.17	47.04	49.52
Foam	In new equipment	155.8	262.94	138.36	223.03
Fire suppression	In new equipment	72.89	63.31	107.22	103.17
	Servicing	86.65	89.25	91.93	94.68
Aerosol	In new equipment	3.67	4.03	3.61	4.17
TOTAL		1044.18	1203.13	1182.8	1307.96

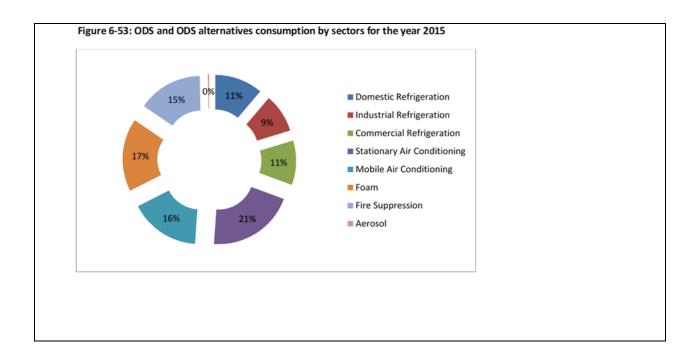


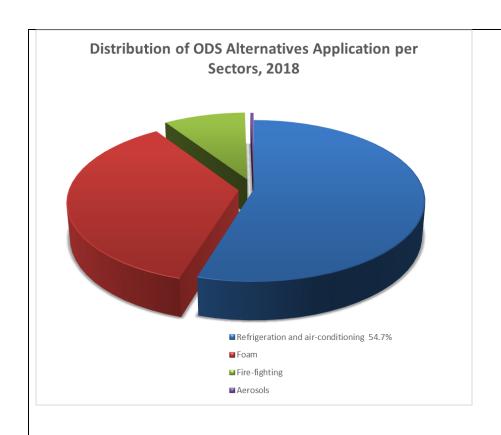
Table 6-54: Consumption by refrigerant type and sector for the period 2012-2015

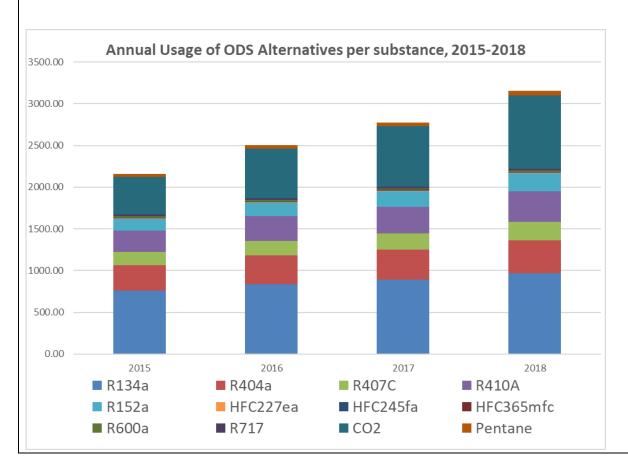
	HFC-134A	\		HFC- 152A	R-600a			R-717		
	Bank	Service	Total	Bank	Bank	Service	Total	Bank	Service	Total
2012	410,77	60,39	471,16	34,5	26,13	1,54	27,67	17,22	6,86	24,08
2013	455,68	64,52	520,20	59,7	31,78	1,90	33,68	17,79	7,09	24,88
2014	435,43	68,85	504,28	25,6	41,23	2,52	43,75	18,49	7,34	25,83
2015	464,62	71,78	536,40	41,7	47,95	3,00	50,95	19,05	7,56	26,61

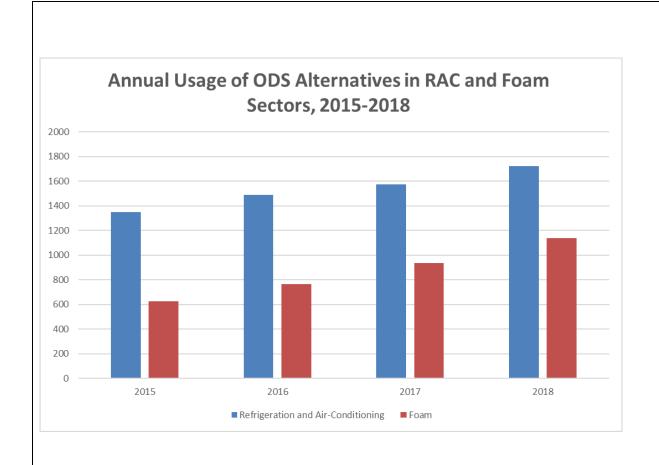
	HFC- 365mfc	HFC- 245fa	HFC-404A			HFC-407C		
	Bank	Bank	Bank	Service	Total	Bank	Service	Total
2012	2,09	2,33	81,16	12,77	93,93	33,84	4,48	38,32
2013	2,64	2,93	84,81	13,29	98,1	38,14	4,92	43,06
2014	1,95	2,17	86,0	13,57	99,59	42,96	5,4	48,36
2015	1,89	2,10	87,94	13,91	101,85	46,14	5,74	51,88

	R-744 (CO2)			Pentane	HFC-410A		
	Bank	Service	Total	Bank	Bank	Service	Total
2012	126,49	86,65	213,14	14,65	111,33	11	122,33
2013	170,74	89,25	259,99	17,99	127,72	12,25	139,97
2014	166,55	91,93	258,48	13	146,12	13,65	159,77
2015	214,96	94,68	309,64	12,34	158,07	14,59	172,66

Extract from the draft enabling activities report







6. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The results of Armenia's ODS alternatives survey show that the annual demand of ODS and ODS alternatives was in the range of 1,044 tonnes in 2012 to 1,307 tonnes in 2015. The use of ODS alternatives was growing in all sectors (Fig. 6-52).

Breaking down the consumption of ODS and ODS alternatives in 2015 by sector (Fig. 6-53), the stationary air-conditioning sector accounts for the largest consumption (21%). The second highest consumption is observed in the foam sector (17%), followed by the MAC sector (16%), fire suppression sector (15%), domestic refrigeration sector (10.7%), industrial refrigeration sector (9%), commercial refrigeration sector (11%) and aerosols (0.3%).

The data collected as part of Armenia's enabling activities project show, that in 2018 ODS alternatives were mainly consumped in the refrigeration and foam sectors, with some consumption for fire figfhting and aerosol applications.

During the period 2015-2018, the overall ODS alternatives consumption constantly increased in both the foam and refrigeration sectors, from about 2,200 MT in 2015 to more than 3,100 MT in 2018. The main ODS alternatives used are HFC-134a and HFC-245fa, followed by HFC-404a and HFC-410A.

7.	7. Activities to be undertaken for project preparation and funding			
	Activity	Indicative funding / USD	Agency	

Stakeholder consultations: Preparation of questionnaires and conducting interviews with relevant stakeholders to update	30,000	UNEP
available data on ODS alternatives, organizing workshops and		
stakeholder consultations for the integration of national		
regulations and procedures for Kigali Amendment		
implementation and consolidation of technical capacities in		
the institutions involved in HFC control.	25.000	
HFC phase-down strategy development: Preparation of legal	35,000	UNEP
and technical documents, consultation of key stakeholders		
and development of the detailed strategy, including		
assessment of needs to develop/update trainings and		
certification scheme on the use of alternative / flammable		
refrigerants, development of a training plan and organization		
of workshops with main stakeholders and training		
institutions, including assessments of the needs for enhancing		
training programs on recovery, recycling and destruction.	20.000	LINED
Preparation of initial HFC related policies and legislation in	20,000	UNEP
line with the draft HFC phase-down strategy and the overview		
table of HFC policy and legislative measures already in place,		
planned to be put in place and not planned to be put in place.		
This will consider the HFC policy and legislative measures		
recommended for early implementation in UNEP's		
publication on the same topic including the mandatory		
reporting by HFC importers / exporters, HFC emission control		
measures and awareness raising of stakeholders.	20.000	LINED
Communication and outreach plan: Preparation of a	30,000	UNEP
comprehensive communication and outreach plan in		
consultation with key stakeholders including hotel managers,		
investors, building planners, end-users, consumer		
associations, RAC associations, private sector, supermarkets,		
cold chain, media experts etc. The plan will focus on		
technology and policy awareness raising to influence the		
investment and user behavior. It will also assess the		
implications being a member country of the Eurasian Economic Union.		
	30.000	LINED
Capacity building activities related to RAC sector activities and enforcement: Review and assessment of innovative tools and	30,000	UNEP
approaches to build the capacity of relevant actors including OzonAction's tools related to HFC phase-down, update of		
training curricula of vocational schools, university and		
customs, online training and certification tools, participation of key stakeholders in international conferences, review of		
energy-efficiency and performance standards, case studies,		
public procurement policies, potential impact of incentives		
and taxes, gender considerations, HFC-free labeling,		
equipment inventories / logbooks, potential of not-in-kind		
alternatives etc.	F 000	LINED
Validation: Consultations, review and validation of the	5,000	UNEP
consolidated overarching strategy	150,000	
TOTAL	150,000	

phase-down plan?

Ongoing HPMP activities will be assessed and coordinated with HFC phase-down related activities and synergies / co-funding approaches explored. Lessons learned from HPMP implementation will be considered.

9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Armenia is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. During project preparation, relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to allow female stakeholders to contribute to the project preparation. Special efforts will be made to encourage female experts to attend training and awareness activities. The HFC phase-down plan and related activities shall be gender sensitive. To the extent possible, gender-disaggregated data will be collected.

Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HFC phase-down plan PROJECT PREPARATION REQUEST FORM

Part I	: Pro	iect	Inform	ation
--------	-------	------	--------	-------

Project title:	HFC phase-down plan		
Country:	Bhutan		
Lead implementing agency:	UNEP		
Cooperating agency:	UNDP		
Implementation period:	January 2021 - December 2022		
Funding requested: US \$85,000*			
Agency	Sector	Funding requested (US \$) *	
UNEP	Overarching	75,000	
UNDP	Overarching	10,000	

Part II: Prerequisites for submission

Ite	Item		No
5.	Official endorsement letter from Government specifying roles of respective	\boxtimes	
	agencies (where more than one IA is involved)		
6.	Ratification of the Kigali Amendment	\boxtimes	

C. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

	or morning of the support I make the survey of the survey					
18. Montreal Protocol compliance target to be met in						
Phase-down commitment						
⊠ Servicing only		☐Manufacturing only	☐Servicing and manufacturing			

19. Brief background on previous activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down, as well as HPMP stages(i.e. information on approval and implementation of ODS alternatives survey; approval and progress in implementation of Enabling Activities project with the expected completion date;HPMP implementation)

The funding for Survey of ODS alternatives for Bhutan was approved at the 74th meeting of the Executive Committee (ExCom)at the amount of US \$40,000 plus agency support costs for UNEP. The survey report was submitted to the 81st Meeting of the Executive Committee.

The Enabling Activities for HFC phase-down project was approved for Bhutan at the 80th meeting of the Executive Committee at the total amount of US \$50,000. Bhutan ratified the Kigali Amendment on 27September 2019. The implementation of the EA projects is still ongoing due to the COVID 19, and it is expected to report on achievements of the EA project to the 87th ExCom meeting.

The HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) for Bhutan was approved by the 63rd Meeting of the ExCom of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol (MLF), at the amount of US \$523,580. HPMP for Bhutan was approved for the period 2011 to 2025 for accelerated HCFC phase-out understanding that there will be no more funding eligibility for any future HCFC phase-out after 2025. UNEP is the lead implementing agency and UNDP is the co-operating agency. Currently, Bhutan is implementing the third tranche of the HPMP.

20. Current progress in the implementation of Enabling Activities for HFC phase-down project			
Activity Description Impleme			
		agency	
Facilitation of	Translated the Kigali Amendment; conducted three stakeholder	UNEP	
ratification of the	consultation workshops on the provisions of the KA and several		
Kigali Amendment	awareness meetings with members of both upper and lower house of		

^{*}Given the absence of the approved cost guidelines for the HFC phase-down, in particular, a cost structure for project preparation requests, the agreed funding levels for HPMP Stage I project preparation requests are used (decision 56/16).

and awareness	the Parliament; prepared a National Interest Analysis Report for KA
rising	ratification, which facilitated the ratification of the KA in Sep 2019.
	Translated other UNEP Kigali Factsheet and distributed to relevant
	authorities and stakeholders.
Review and amend	Conducted comprehensive review of the national ODS regulation and
national regulatory	initiated the Amendment to the Existing ODS regulation, which was
to put HFC import	delayed due to the COVID 19.It also assisted the customs authorities to
and export licensing	develop temporary national HS code proposal for the HFC and blends,
system in place	which is being finalized and implemented. However, the monitoring
	and training on HS for the HFC was delayed due to COVID-19.
Assessment of	Country Assessment Report finalized. This includes a market survey for
readiness for HFC	HFC use data, a servicing sector training needs assessment, and
phase-down	recommendations for implementation of HFC phase-down. A series of
	consultation and validation workshops were held to finalize the report.
Training for the RAC	Conducted two training workshops for RAC and MAC technicians
servicing sector	respectively jointly with HPMP and sent a master training to a regional
technicians	training workshop on safe handling of R290. The training of trainers for
	the HFCs was scheduled in March 2020 but was also delayed due to the
	outbreak of COVID-19.
24 2 : (.:	

21. Overview of estimated consumption (i.e. import) of ODS alternatives (as per Survey of ODS alternatives and Country Assessment Report) data is in MT

Substance	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
HFC-134a	0.65	0.50	0.45	0.39	0.96	0.96	0.97
HFC-32	-	-	-	-	0	0.06	0.01
R-404A	0.20	0.13	0.23	0.12	0.29	0.29	0.39
R-407C	0.02	0.41	0.00	0.00	0.09	0.06	0.13
R-410A	0.18	0.07	0.05	0.48	0.65	0.59	0.55
Sub total	1.05	1.12	0.73	0.99	1.99	1.96	2.05
HC-290	-	-	-	-	0.02	0.03	0.02
HC-600a	0.00	0.00	0.00	0.01	0.06	0.05	0.11
R-717	-	-	-	-	0.02	0.03	0.03
R-744	-	-	-	-	0.03	0.02	0.03

22. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

In Bhutan, the RAC systems are largely used by commercial building complex, office buildings, hotels, resorts and retail marts, together accounting for 70 percent of the total consumers. The uses of RAC systems are not so much common in the public sector facilities, such as government office buildings (7%) and public educational institutes (1%).

As per the CAR report, the HFCs and HFC blends consumed in the country from 2016 to 2018 were the same kinds as those reported in the ODS alternatives survey report in 2016. HFC-134a and R-410A were the most used ODS alternatives in Bhutan, HFC-134a is used in domestic refrigerators, mobile air-conditioners, chillers and commercial refrigeration. While R-410A is used in room and commercial air-conditioners, R-404A is mainly used in commercial refrigeration systems and R-407C in commercial air-conditioning systems.

In recent years, HFC-32 based room ACs have entered the country. Technologies based on low-GWP refrigerants like HC-600a and HC-290 are emerging in the market, particularly in the domestic refrigerators and small standalone commercial freezers.

- <u>Air-conditioners:</u> The record shows that there is sustained growth in the import of air-conditioners with over 30 percent increase every year between 2016 and 2018. Around 70% of ACs imported between 2016 and 2018 were R-410A based, followed by 17% of R-407C (retrofit of R22 equipment), 7% of R-32and 6% of R-290 based systems entered into the Bhutanese market only in 2016. Some medium-size hotels in the

- country are now importing the reversible heat pumps even though the quantity being imported is low.
- <u>Domestic refrigerators and freezers:</u> According to the Bhutan Trade Statistics, Bhutan imported a total of 32,314 household refrigerators during the period 2016-2018. The market assessment data show that HFC-134a is the dominant refrigerant used in domestic refrigerators.
- <u>Commercial refrigeration systems:</u> The most common commercial refrigeration appliances found in Bhutan are small stand-alone refrigeration systems, mainly chest freezers and display coolers with capacity up to 1 tonne of refrigeration (TR). Widely used HFC blends for commercial refrigeration are HFC-134a, and R-404A, while the non-HFCs are R-290 (used in chest freezers) and R-717 (used in cold storage in high-end hotels and food processing units).
- <u>MACs:</u> The upward trends in the import of vehicles in the last two decades have been remarkable and between 2014 and 2019, Bhutan imported 7,700 new vehicles every year on average. The Government does not allow the import of second-hand vehicles. HFC-134a is the refrigerant used in the MAC systems. However, it is difficult to determine the exact number of MAC systems in the country as not all vehicles come with such systems.

It was predicted that the demand for ODS alternatives and RAC equipment would continue to rise due to the economic growth in general, and the construction boom for hotels and commercial centres in particular. With the banning of import of HCFC RAC equipment since 2012, most imported RAC will be HFC based, therefore, it is expected the unconstrained consumption in the next few years will be drastically increasing.

23. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down

Information	Description	Agency
needed		
Updated HFC and	There is a need to update HFCs and ODS alternatives used in RAC	UNEP
other ODS	servicing sector per refrigerant type and application because the	
alternatives data	latest reliable information was in 2015 from the ODS Alternatives	
	Survey. The Country Assessment Report prepared under the	
	Enabling Activities for HFC Phase-down does not include sectoral	
	consumption of ODS alternatives as it only focuses on import and	
	export statistic of HFCs and blends. The updated information	
	would enable the country to conduct comprehensive analysis to	
	understand the future consumption of HFCs based on current	
	situation and identify actions to curb the growth of HFCs in the	
	future.	

24. Activities to be undertaken for project preparation and funding

Activity	Cost items	Indicative funding (US \$)	Agency
National wide survey including (i) preparation and finalization of questionnaires, (ii) survey mapping and	Preparation and finalization of survey questionnaires and conducting national-wide data collection on (i) import/export statistics of ODS alternatives and RAC and MAC equipment; (ii) updated inventory of RAC and MAC equipment, and their applications; and (iii) the servicing sector.	20,000	UNEP
(iii) conducting survey and interview with relevant stakeholders and (iii) data analysis on usage of ODS alternatives by refrigerant and by sector	Survey data validation and analysis on usage amount of ODS alternatives by refrigerant and by sector	5,000	UNEP
	National consultation workshop and sector specific meetings for national-wide data collection	8,000	UNEP
	Sector specific meetings for data validation and finalization of data analysis	4,000	UNEP
	International consultant for guiding the national wide data collection, validation and analysis	Included below under strategy	UNEP

TOTAL		85,000	
	International consultant to develop overarching strategy and project document of HFC Phase-down Management Plan	20,000	UNEP
	National consultation workshop for finalization of overarching strategy and HFC Phase-down Management Plan	4,000	UNEP
Phase-down Management Plan	Sector specific meetings for development of strategy, components and action plans	4,000	UNEP
overarching strategy and project document of HFC	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans for non-conversion investment components	10,000	UNDP
Strategy development and development of	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans for non-investment components	10,000	UNEP

25. How will activities related to the implementation of the HPMP be considered during project preparation for HFCs phase-down plan?

Lessons learned from the HPMP will be considered in planning of the HFC phase-down. HFC phase-down plan will use the infrastructures established under the HPMP implementation, in particular the existing institutional framework will form the foundation for the HFC phase-down activities, the licensing system and certification procedures for technicians will be taken into account, and end-users project and other activities will be coordinated to ensure smooth and cost-effective implementation of HFC phase-down as well as sustaining of HCFC phase-out.

26. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Bhutan is well aware of the Multilateral Fund Gender Policy and the relevant Executive Committee decision 84/92. During the project preparation all relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to ensure that female stakeholders have equal opportunity to participate in the project preparation. When developing individual components of the plan, it will be ensured that gender-disaggregated data will be collected.

Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HFC phase-down plan PROJECT PREPARATION REQUEST FORM

Part I: Project Information

Project title:	HFC phase-down plan			
Country:	Lao People's Democratic Republic (Lao PDR)			
Lead implementing agency:	UNEP			
Cooperating agency:	UNDP			
Implementation period:	January 2021-December 2022			
Funding requested: US \$85,0	Funding requested: US \$85,000*			
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*		
UNEP	Overarching	75,000		
UNDP	Overarching	10,000		

^{*}Given the absence of the approved cost guidelines for the HFC phase-down, in particular, a cost structure for project preparation requests, the agreed funding levels for HPMP Stage I project preparation requests are used (decision 56/16).

Part II: Prerequisites for submission

	Item		No
7.	Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	\boxtimes	
8.	Ratification of the Kigali Amendment	\boxtimes	

D. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1	8(8 8, /					
27. Montreal Protocol compliance target to be met in ⊠ stage I of the HFC phase-down plan							
Phase-down commitment	Freeze and 10 %	reeze and 10 % Year of 2 commitment					
⊠ Servicing only		☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufacturing				
28. Brief background on previous activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down, as well as HPMP stages (i.e. information on approval and implementation of ODS alternatives survey; approval and progress in implementation of Enabling Activities project with the expected completion date; HPMP implementation)							
The funding for Survey of ODS alternatives for Lao PDR was approved at the 74 th meeting of the Executive Committee in May 2015 at the total amount of US \$40,000 through UNEP. The project was completed in August 2017 and survey report was submitted to the 80 th Meeting of the Executive Committee.							
August 2017 and survey report was submitted to the 80 th Meeting of the Executive Committee. The Enabling Activities for HFC phase-down project (EA) was approved for Lao PDR at the 81 st meeting of the Executive Committee in June 2018 at the total amount of US \$95,000 through UNEP. Lao PDR ratified the Kigali Amendment on 16 November 2017. The implementation of the EA projects is still on going and the Government is expediting EA project activities in light of COVID-19. It is expected to report on achievements of the EA project to the 87 th Executive Committee meeting.							

The HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage I for the Lao PDR was approved by the 63rd Meeting of the Executive Committee in April 2011 at the total amount of US \$280,000 to enable Lao PDR to meet HCFC reduction target by 35% from the baseline consumption by 1 January 2020. UNEP is the lead implementing agency and Government of France is the co-operating implementing agency. Since its approval, Lao PDR has received 3 tranches as approved; first tranche at the 63rd meeting, second tranche at 74th meeting and third tranche at the intersessional session as part of the 85th meeting. Lao PDR is implementing the second tranche and third tranche of the Stage I, which is expected to be completed by December 2020 and December 2021 respectively.

The HPMP Stage II project document is being submitted to the 86th meeting of the Executive Committee with the objective to enable Lao PDR to completely phase-out HCFC consumption by 1 January 2030 in accordance with the Montreal Protocol obligations. Under the HPMP Stage II, UNEP is the lead implementing agency and UNDP is the co-operating implementing agency. HPMP Stage II is expected to be implemented from 2021-2030.

Activity		Description							
Assessment of readiness for HFC phase-down	The NOU the Kigali the local of training n of HFC p	t by ctor		gency UNEP					
Article 4B licensing & Reporting	on Ozono dated No strengther (MRVE) National processin	e Deplet vember 9 n monit system. Ozone 9 g for a	ing Substar 9, 2012 to in oring, repo The draft Steering Co pproval an	nce (ODS) nclude HFC orting, veri amendmen ommittee ar d signatory	Control No and mixture fication and thas been plus do being fire by the	inister Deci- . 7858/MoN res as well a d enforcen presented to nalized prio Minister. d mixtures i	NRE as to nent the r to The		
Capacity-building & training for alternatives	training c infrastruc pandemic 2020. Ca HFC pha Performa	A consultation meeting with TVET authority, RAC Association and training centers was conducted in January 2020 to understand existing infrastructure of TVET and certification system. Due to COVID-19 pandemic, other planned activities were postponed in the first half of 2020. Capacity workshop was conducted in July 2020 to synergize HFC phase-down with energy efficiency through Minimum Energy Performance Standards (MEPS). NOU will organize round table discussion for RAC and MAC sector in the last quarter of 2020.							
Communication and targeted awareness raising on KA provisions	mmunication NOU outreached information on the Kigali Amendment to the target audience. NOU initiated discussion with Ministry of Energy and mreness raising Mines, RAC Association, importers and traders of air conditioner to								
	30. Overview of estimated consumption (i.e. use in RAC servicing sector) of ODS alternatives (as per data survey of ODS alternatives from 2012-2015) data is in MT								
Substance	2012								

HFC-134a	49.79	55.82	60.53	69.92		89.31
HFC-32	-	-	1	1		0.65
R-404A	2.45	2.94	3.70	4.44		5.38
R-410A	1.94	1.90	1.84	2.71		4.69
Sub total	54.18	60.66	66.07	77.07		100.3
HC-290 (Propane)	-	-	-	0.01		0.18
HC-600a (Iso-butane)	0.09	0.17	0.30	0.47		2.12
R-717 (Ammonia)	1.50	2.66	2.92	3.22		2.23

Remark: Estimated 2012-2015 consumption of HFCs and other alternatives from ODS Alternatives Survey, which was analysed from the inventory of RAC and MAC equipment and their servicing need. The estimated consumption in 2019 is obtained from data collection on import statistics of importers and inputs from RAC Association. Unlike 2019, data from 2016 to 2018 are being reconciled due to difficulties to obtain data from importers. Therefore, they are not available at the moment.

31. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

Based on data from the ODS alternatives survey of 2012-2015 and initial results of Country Assessment Report, it was primarily found are HFCs, blends, hydrocarbon and ammonia are main alternatives to ODS in RAC and MAC sectors.

- Lao PDR's consumption of ODS alternatives has been steadily increased during the past 5 years and the trend is expected to continue due to market penetration of alternatives to HCFCs. The 2019 statistics by type of refrigerant shows that the share of HFC-134a was the highest and is followed by R-404A and R-410A respectively. Lao PDR has consumption of natural refrigerant, but at a much lower share when compared to HFCs.
- The 2012-2015 ODS alternatives survey shows that the first three largest ODS alternatives consumption sub-sectors were mobile air-conditioning (MAC) at 68%, domestic refrigerator and freezers at 11% and commercial & domestic air conditioning at 9% of the total ODS alternatives consumption respectively.

Sector specific detail on the use of ODS alternatives are as follow

- Room air-conditioning and commercial air-conditioning (Large split type, VRF): There has been rising trend of R-410A to replace HCFC-22 for this sub-sector, but the growth rate is not high. Although HFC-32 had entered the local market since 2016, the market is still dominated by R-410A technology. There is no R-290 room air-conditioner found in Lao PDR.
- <u>Chillers:</u> Chillers operating on ODS alternatives mainly use HFC-134a for centrifugal chillers and R-410A for small chillers. Due to the economic growth of the country, there has been more installation of chillers in the shopping mall and irrigation projects.
- <u>Domestic refrigerators</u>: The domestic refrigerators were imported as the new pre-charged equipment, only servicing usage was observed. Only HFC-134a and HC-600a are used in this domestic refrigerator. While HFC-134a is dominated in this subsector, the share of HFC-134a system is expected to decline due to higher penetration of HC-600a.
- <u>Commercial refrigerators:</u> HFC-134a, R-404A, HC-600a and HC-290 are used as refrigerant in this sub-sector. HFC-134a (stand-alone unit) is predominated and follow by R-404A (stand-alone and condensing unit). While HFC-134a is dominated in the market, R-404A had shown potentially higher growth with the possibility of HC-600a and HC-290 to be introduced in the market.
- o <u>Large refrigeration system (cold storage and industrial refrigeration system)</u>: The share by refrigerant type is dominated by ammonia and small share for the R-404A system.

 Mobile Air-conditioner (MAC): This sub-sector only uses HFC-134a as refrigerant. However, due to the road condition and promotional campaign to facilitate acquisition of car, this sector consume the highest consumption of HFC.

32. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down

Information needed	Description	Agency
Updated HFC and other ODS alternatives data	There is a need to update HFCs and ODS alternatives used in RAC servicing sector per refrigerant type and application because the latest available information was in 2015 from the ODS Alternatives Survey. The Country Assessment Report prepared under the Enabling Activities for HFC Phase-down does not include sectoral consumption of ODS alternatives as it only focuses on import and export statistic of HFCs and blends. The updated information would enable the country to conduct comprehensive analysis to understand the future consumption of HFCs based on current situation and identify actions to curb the growth of HFCs in the future.	UNEP

33. Activities to be undertaken for project preparation and funding

	project preparation and funding	T 10 .0	
Activity	Cost items	Indicative funding (US \$)	Agency
National wide survey including (i) preparation and finalization of questionnaires, (ii) survey mapping and (iii) conducting survey and interview with relevant stakeholders and (iii) data analysis on usage of ODS alternatives by refrigerant and by sector	Preparation and finalization of survey questionnaires and conducting national-wide data collection on (i) import/export statistics of ODS alternatives and RAC and MAC equipment; (ii) updated inventory of RAC and MAC equipment, and their applications; and (iii) the servicing sector.	20,000	UNEP
	Survey data validation and analysis on usage amount of ODS alternatives by refrigerant and by sector	5,000	UNEP
	National consultation workshop and sector specific meetings for national-wide data collection	8,000	UNEP
	Sector specific meetings for data validation and finalization of data analysis	4,000	UNEP
	International consultant for guiding the national wide data collection, validation and analysis	Included below under strategy	UNEP
Strategy development and development of overarching strategy and project document of	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans for non-investment components	10,000	UNEP
HFC Phase-down Management Plan	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans	10,000	UNDP

	for non-conversion investment components		
	Sector specific meetings for development of strategy, components and action plans	4,000	UNEP
	National consultation workshop for finalization of overarching strategy and HFC Phase-down Management Plan	4,000	UNEP
	International consultant to develop overarching strategy and project document of HFC Phase-down Management Plan	20,000	UNEP
TOTAL		85,000	

34. How will activities related to the implementation of the HPMP be considered during project preparation for HFCs phase-down plan?

Lessons learned from the HPMP will be considered in planning of the HFC phase-down. HFC phase-down plan will use the infrastructures established under the HPMP implementation, in particular the existing institutional framework will form the foundation for the HFC phase-down activities, the licensing system and certification procedures for technicians will be taken into account, and end-users project and other activities will be coordinated to ensure smooth and cost-effective implementation of HFC phase-down as well as sustaining of HCFC phase-out.

35. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Lao PDR is well aware of the Multilateral Fund Gender Policy and the relevant Executive Committee decision 84/92. During the project preparation all relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to ensure that female stakeholders have equal opportunity to participate in the project preparation. When developing individual components of the plan, it will be ensured that gender-disaggregated data will be collected.

Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HFC phase-down plan PROJECT PREPARATION REQUEST FORM

Part I: Project Information

Project title:	HFC phase-down plan					
Country:	Maldives					
Lead implementing agency:	UNEP					
Cooperating agency:	UNDP					
Implementation period:	January 2021-December 2	2022				
Funding requested: US \$85,0	000*					
Agency	Sector	Funding requested (US \$) *				
UNEP	Overarching	75,000				
UNDP	Overarching	10,000				

^{*}Given the absence of the approved cost guidelines for the HFC phase-down, in particular, a cost structure for project preparation requests, the agreed funding levels for HPMP Stage I project preparation requests are used (decision 56/16).

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
9. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)		
10. Ratification of the Kigali Amendment		

E. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

36. Montreal Protocol compliance target to be met in \(\times \) stage 1 of the HFC phase-down plan								
Phase-down commitment	Freeze and 10 %	2024 and 2029						
⊠ Servicing only		☐ Manufacturing only	☐ Servicing and manufacturing					
37. Brief background on previous activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down, as well as HPMP stages (i.e. information on approval and implementation of ODS alternatives survey; approval and progress in implementation of Enabling Activities project with the expected completion date; HPMP implementation)								
Committee at the am survey report was s Alternatives Survey \$30,000 from the C	vey of ODS alternatives for Maldives was ount of US \$20,000 plus agency support coubmitted to the 80 th Meeting of the Exe funded under the Multilateral Fund, Malimate & Clean Air Coalition (CCAC) to cory and Identification of Opportunities for ed in March 2017.	secutive Committee. In ldives also received fire conduct a survey und	ect was completed, and addition to the ODS nancial support of US er the project "CCAC"					

The Enabling Activities for HFC phase-down project was approved for Maldives at the 80th meeting of the Executive Committee at the total amount of US \$95,000, including US \$40,000 of bilateral contribution from Government of Italy, plus agency support costs. The Maldives ratified the Kigali Amendment on 13 November 2017. The implementation of the EA projects is still on going due to the COVID 19, and it is expected to report on achievements of the EA project to the 87th ExCom meeting.

The HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) for the Republic of Maldives was approved by the 60th Meeting of the Executive Committee (ExCom) of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol (MLF), on an exceptional basis, at the amount of US \$1,100,000 plus agency support costs. The funding was approved for an accelerated HCFC phase-out - 10 years earlier than the dates set in the phase-out schedule by the MOP. Currently, Maldives is implementing the fourth and last tranche of the HPMP and originally scheduled to complete the HPMP in December 2020. However, in light of the COVID-19 pandemic, the country is requesting 6 months extension and planning to complete the HPMP in June 2021.

38. Current progre	ss in the i	nplemen	tation of E	nabling Ac	tivities for	HFC phase	-dow	n proje	ect	
Activity		Description								
Assessment of readiness for HFC phase-down	revision. needs ass	Country Assessment Report drafted and currently under final revision. This includes a market survey, a servicing sector training needs assessment, and recommendations for implementation of HFC phase-down.								
Draft of legal and other policy instruments to integrate the KA	The country is amending the 2015 Act, Measures to Protect the Ozone Layer Act (Law Number 41/2015) and the 2017 Regulation, Chemical Substances and Various Equipment that Harm the Ozone Layer (Regulation Number: R-9/2017) to include HFCs to the list of substances controlled under the Act and to extend licensing system to HFCs Draft new Ozone Layer Protection Act currently under review by relevant government agencies.									
Targeted awareness rising on KA provisions	Conducted awareness workshops with stakeholders and with specific sectors (tourism and fisheries), developed specific information materials such as booklet for ozone and climate friendly resort award, translation of the UNEP quick guide on good servicing practices for flammable substances.						tion ard,			
Sector specific training for the fisheries sector and RAC servicing sector technicians	Complete	ed 2 train	ings with R	AC and fish	eries sector	to date.				
Online Data System	The National Single Window online system is being updated to include HFCs and other alternatives whereby all import permits can be submitted online in one place. Followed by trainings and awareness workshops for its operationalization.									
Customs HFCs included in revised HS code. MP topic included in custom brokers trainings.										
39. Overview of es						natives (as	per	Surve	y of ODS	
Substance	2012	2013	2014	2015	2016	2017	20	018	2019	

HFC-134a	18.201	21.826	6.047	13.545	-	-	-	18.4
HFC-23	-	-	-	0.048	-	-	-	-
HFC-32	-	-	-	-	-	-	-	5.6
R-404A	18.096	6.564	14.773	16.303	-	-	-	30.87
R-407C	6.776	0.034	4.414	-	-	-	-	15.09
R-410A	18.407	9.096	24.900	13.370	-	-	-	78.32
R-417A	2.885	0.109	4.859	2.260	-	-	-	5.84
R-438A	0.000	0.000	0.000	15.142	-	-	-	-
R-507A	2.712	0.000	0.226	-	-	-	-	0.37
R-448					-	-	-	1.13
Sub total	67.077	37.628	55.218	60.668	-	-	-	155.025
HC-290 (Propane)	-	0.002	0.000	0.058	-	-	-	-
HC-600a (Iso-butane)	-	0.001	-	0.248	-	-	-	=
R-717 (Ammonia)	6.000	6.000	6.000	6.000	-	-	-	-

^{*}missing data between 2016 and 2019 will be available once the Country Assessment Report is finalized.

40. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

According to the CAR, the largest consumer of RAC equipment is the residential sector, followed by the tourism and fisheries sectors.

- <u>Air-conditioners:</u> The type of refrigerants used in ACs has changed since import of HCFC based equipment is banned in the Maldives since May 2016. A market study undertaken in February 2020 showed that 58% of AC systems currently being sold is charged with R-410A while the remaining 42% is charged with HFC-32.
- <u>Domestic refrigerators and freezers:</u> 75% of the total refrigerators and freezers imported are inverter type that uses HC-600a, which is a very-low GWP technology. The remaining 25% use HFC-134a, which is a high GWP technology.
- <u>Chillers:</u> The majority of chillers imported are either water- or air-cooled and use HCFC-22, R-404A, R-410A, R-407C and HFC-134a as refrigerants.
- <u>Stand-alone systems:</u> Data gathered from end-users indicate that the major refrigerant used in standalone systems is HFC-134a while HC-600a is also used. It was also found that some resorts use ammonia-based minibars in their rooms.
- Commercial refrigeration systems: usually pre-charged with R-404A and HFC-134a.
- <u>MACs:</u> Many vehicles are imported second-hand and most of these vehicles are pre-charged with HFC-134a.

Based on ODS alternatives survey project in Maldives, R-410A is projected to have the highest annual growth followed by R-407C, 48% and 18% respectively. The import of R134a, and R-404A is projected to grow over 200% by 2030 from the import levels in 2015 and R-407C and R-410A is expected to grow over 380% by 2030. Consumption of all ODS alternatives are projected to grow more than 250% during 2016-2030 period.

41. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down

Information	Description	Agency
needed		

Updated	HFC	and
other	(DDS
alternativ	es dat	a

There is a need to update information on the use of HFCs and other ODS alternatives in RAC servicing sector per refrigerant type, subsector and application because the latest available information was in 2015 from the ODS Alternatives Survey. The Country Assessment Report prepared under the Enabling Activities for HFC Phase-down does not include sectoral consumption of ODS alternatives as it only focuses on import and export statistic of HFCs and blends. The updated information would enable the country to conduct comprehensive analysis to understand the future consumption of HFCs based on current situation and identify actions to curb the growth of HFCs in the future.

UNEP

42. Activities to be undertaken for project preparation and funding

Activity	Cost items	Indicative funding (US \$)	Agency
National wide survey including (i) preparation and finalization of questionnaires, (ii) survey mapping and (iii) conducting survey and interview with relevant stakeholders and (iii) data analysis on usage of ODS alternatives by refrigerant and by sector	Preparation and finalization of survey questionnaires and conducting national-wide data collection on (i) import/export statistics of ODS alternatives and RAC and MAC equipment; (ii) updated inventory of RAC and MAC equipment, and their applications; and (iii) the servicing sector.	20,000	UNEP
	Survey data validation and analysis on usage amount of ODS alternatives by refrigerant and by sector	5,000	UNEP
	National consultation workshop and sector specific meetings for national-wide data collection	8,000	UNEP
	Sector specific meetings for data validation and finalization of data analysis	4,000	UNEP
	Consultant for guiding the national wide data collection, validation and analysis	Included below under strategy	UNEP
Strategy development and development of overarching strategy and project document of	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans for non-investment components	10,000	UNEP
HFC Phase-down Management Plan	Evaluation of the need and development of strategy, components and action plans for non-conversion investment components	10,000	UNDP
	Sector specific meetings for development of strategy, components and action plans	4,000	UNEP
	National consultation workshop for finalization of overarching strategy and HFC Phase-down Management Plan	4,000	UNEP

	Consultant to develop overarching strategy and project document of HFC Phase-down Management Plan	· ·	UNEP
TOTAL		85,000	

43. How will activities related to the implementation of the HPMP be considered during project preparation for HFCs phase-down plan?

Lessons learned from the HPMP will be considered in planning of the HFC phase-down. HFC phase-down plan will use the infrastructures established under the HPMP implementation, in particular the existing institutional framework will form the foundation for the HFC phase-down activities, the licensing system and certification procedures for technicians will be taken into account, and end-users project and other activities will be coordinated to ensure smooth and cost-effective implementation of HFC phase-down as well as sustaining of HCFC phase-out.

44. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Maldives is well aware of the Multilateral Fund Gender Policy and the relevant Executive Committee decision 84/92. During the project preparation all relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to ensure that female stakeholders have equal opportunity to participate in the project preparation. When developing individual components of the plan, it will be ensured that gender-disaggregated data will be collected.

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

HFC PHASE-DOWN PLAN PROJECT PREPARATION REQUEST FORM

Part I: Project Information

Project title:	HFC phase-down plan	
Country:	Senegal	
Lead implementing agency:	UNEP	
Cooperating agency:	UNIDO	
Implementation period:	January 2021 – December 2	2022
Funding requested: US \$85,00	0*	
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNEP	Overarching	60,000
UNIDO	Overarching	25,000

^{*}Given the absence of the approved cost guidelines for the HFC phase-down, in particular, a cost structure for project preparation requests, the agreed funding levels for HPMP Stage I project preparation requests are used (decision 56/16).

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
11. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective	\boxtimes	
agencies (where more than one IA is involved)		
12. Ratification of the Kigali Amendment	\boxtimes	

F. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

45. Montreal Protocol compliance target to be met in ⊠ stage I of the HFC phase-down plan				
Phase-down	Freeze and 10 %	Year of	2024 and 2029	
Commitment		commitment		
⊠ Servicing only		☐ Manufacturing	\Box Servicing and	
		only	manufacturing	
46. Brief background or	previous activities related to the Kigali	Amendment and HF	C phase-down, as well	
as HPMP stages (i.e. information on approval and implementation of ODS alternatives survey; approval and				
progress in implementation of Enabling Activities project with the expected completion date; HPMP				
implementation)				
	·			
The funding for Survey	of ODS alternatives for Senegal was app	proved at the 75th me	eting of the Executive	
Committee at the amount of	of US \$110,000 plus agency support costs for	or UNEP. The survey w	vas submitted to the 78 th	

The Enabling Activities for HFC phase-down project was approved for Senegal at the 80th meeting of the Executive Committee at the amount of US \$150,000 plus agency support costs for UNEP. The main objective of the project was to facilitate the ratification of the Kigali Amendment, prepare legislative basis for HFC import licensing system, and assess training needs in the servicing sector to support HFC phase-down. The country has ratified the Kigali Amendment on 31 August 2018. The project will be completed by July 2021.

Meeting of the Executive Committee. The survey revealed that the main HFC used in the country is HFC-134a (63%

per cent of total HFCs consumption in 2015), followed by the blends R-404A, R-410A and R-407C.

Senegal is currently implementing stage I of the HPMP. The last (third) tranche was approved at the 85th intersessional meeting of the Executive Committee. It should be noted that the Government of Senegal has requested a change of the lead implementing agency from UNIDO to UNEP (the cooperating implementing agency) which was approved at the 85th meeting as well.

47. Current progress in the implementation of Enabling Activities for HFC phase-down project

Activity	Description	Implementing agency
Facilitation of Ratification of the Kigali Amendment	The following activities have been implemented: 10 stakeholder consultations have been organized with importers, refrigeration technicians and customs officers, translation of the key points of the Kigali Amendment into the national language, drafting the law on ratification of the Kigali Amendment, and production of 1000 information sheets on the Kigali Amendment to facilitate consultations and speed up the ratification. This component was implemented as planned and the Kigali Amendment was ratified on 31 August 2018.	UNEP
Training Needs Assessment in the Servicing Sector	An assessment report on training needs will be finalized by July 2021. Sensitization meetings were planned for refrigeration technicians on safe handling of HFCs and its alternatives in 2020, but postponed due to Covid-19. This component is still to be completed.	UNEF
Development of a regulatory package for HFC import and export licensing system	The work on customs code for HFCs has started. In July 2020, a draft proposal for the extension of the Tariff and Statistical Nomenclatures (TSN) of the Common External Tariff (CET) of the Economic Community of West African States (ECOWAS) linked to subheadings 2903.39 and 3824.78 of the Harmonized System Code (HS) has been elaborated and shared with ECOWAS countries to facilitate the collection and comparison of data concerning the circulation and consumption of hydrofluorocarbons (HFCs). This component is still to be completed.	

48. Overview of estimated consumption (i.e. import) of ODS alternatives (as per Survey of ODS alternatives); data is in MT

data is in ivi i				
Substance	2012	2013	2014	2015
HFC-134a	185.17	205.74	228.60	254.00
R-404A	71.38	83.98	98.80	116.23
R-407C	2.70	3.18	3.74	4.40
R-410A	16.56	19.48	22.92	26.97
R-600a	4.98	5.53	6.50	7.23
R-717	30.58	30.58	30.58	30.58

49. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

All the consumption of ODS alternatives indicated above is in the refrigeration servicing sector. While HCFCs consumption has been decreasing since 2015 due to the activities implemented under stage I of the HPMP, HFCs import has been increasing since 2012. The main HFC refrigerant used in the country is HFC-134a.

The ODS alternatives survey indicated the following subsectoral use of HFCs:

- (b) Domestic refrigeration: HFC-134a and R-600a are the two refrigerants used in the household appliances with a strong dominance of HFC-134a (75% of the total refrigeration units used in the country in 2015).
- (c) Commercial refrigeration: refrigerants used include HFC-134a, R-404A, HCFC-22 and R-600a.
- (d) Industrial refrigeration: major installations mostly use HFC-134a, R-404A and HCFC-22. R-717 is also used

predominantly in the fisheries and ice-production sectors.

- (e) Residential and central air-conditioning: HCFC-22-based units are still dominating this subsector. However, there has been a significant increase in the use of R-407C and R-410A based AC units between 2012 and 2015. HFC-134a and R-404A are used in chillers.
- (f) Mobile air-conditioning: this subsector uses HFC-134a.

The ODS survey projected that without any measures in place to control HFCs import, the consumption of for example, HFC-134a will reach 368 MT in 2020 and 598 MT in 2030 (a growth of 45 and 135 per cent, respectively, compared to 2015 figure). The HFC Outlook Model of Senegal (a comprehensive software tool developed, in cooperation with the OzonAction at UNEP) is currently being used to help the country better understand and forecast its use of HFCs in different sectors/ sub-sectors, and evaluate compliance with HFC phasedown targets under the Kigali Amendment.

50. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phasedown

Information needed Description Agency Updated HFC and other ODS alternatives data The latest year covered in the ODS alternatives survey is 2015. There is a need to gather most recent and updated information on HFCs and other ODS alternatives, in particular, sectoral/subsectoral distribution, price of alternatives, estimated number of refrigeration and air-conditioning systems/units using HFCs and other ODS alternatives in operation and imported (by type and amount of refrigerants being	uo (/ II		
alternatives data is 2015. There is a need to gather most recent and updated information on HFCs and other ODS alternatives, in particular, sectoral/subsectoral distribution, price of alternatives, estimated number of refrigeration and air-conditioning systems/units using HFCs and other ODS alternatives in operation and	Information needed Description		Agency
use). In addition, data on the electricity use of such equipment will be collected.	1	is 2015. There is a need to gather most recent and updated information on HFCs and other ODS alternatives, in particular, sectoral/subsectoral distribution, price of alternatives, estimated number of refrigeration and air-conditioning systems/units using HFCs and other ODS alternatives in operation and imported (by type and amount of refrigerants being use). In addition, data on the electricity use of such	

51. Activities to be undertaken for project preparation and funding

Activity	Cost items	Indicative funding (US \$)	Agency
Policy assistance for the implementation of HFC import licensing and quota system	Based on the updated regulations consultant will develop guidelines and procedures to support integration of HFCs in the existing licensing and quota system (including in the existing electronic database and reporting on HFCs import)	10,000	UNEP
	Consultation workshops and meetings to sensitize on HFCs inclusion in quota and licensing system	5,000	
Survey, data collection and analysis (see details under section 6)	Data collection through questionnaires and interviews with relevant stakeholders on the availability and use of HFCs and other ODS	15,000	UNEP

	alternatives in different sectors/subsectors.		
	Survey on the number of refrigeration and air-conditioning systems/units using HFCs and other ODS alternatives in operation and imported. Such survey will also include data on the electricity use of such equipment.	15,000	UNIDO
Strategy development and preparation of HFC phase-down plan (document)	Consultation meetings with key stakeholders in the industry (customs, importers, end-users, consumer associations, RAC associations, private sector, supermarkets and others) which will include local travel expenses for meeting participants.	12,000	UNEP
	International consultant to develop overall HFC phase- down strategy and draft project document	15,000	UNEP
	International consultant to support HFC phase-down strategy development related to technical assistance component only	10,000	UNIDO
тоту	National consultation workshop for finalization of overarching strategy and HFC phase-down plan	3,000	UNEP
TOTAL		85,000	

52. How will activities related to the implementation of the HPMP be considered during project preparation for HFCs phase-down plan?

Lessons learned from HPMP implementation will be considered in planning of the HFC phase-down. HFC phase-down plan will use the capacity established during stage I, in particular the existing institutional framework will form the foundation for the HFC phase-down implementation, the licensing system and certification procedures for technicians will be taken into account, and recovery and recycling and other activities will be coordinated to ensure smooth and cost-effective parallel implementation of HCFC phase-out and HFC phase-down.

53. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Senegal is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. During project preparation, relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to ensure that female stakeholders have equal opportunity to contribute to in the project preparation. To the extent possible, gender-disaggregated data will be collected

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Turkmenistan HFC phase-down plan preparation

Project title:	HFC	C phase-down p	olan pı	eparation		
Country:	Tur	Turkmenistan				
Implementing	UN	EP				
Implementation period:	Jan	uary 2021- Dec	embe	r 2022		
Funding requested:						
Agency	Sec	tor		Funding request	ed (US\$) not inc	luding PSC*
UNEP	Ove	erarching		150,000		
Given the absence of the appreparation requests, the agre						or project
Part II: Prerequisites f				11 \	,	
	l	tem			Yes	No
 Official endorsement 					\boxtimes	
 Turkmenistan - Ratifi (101st party) 	cation of the	Kigali Amendme	ent on	31 August 2020		
B. Information re	anired to su	nnort PRP fu	ndina	r (Overgrehing s	trategy)	
1. Montreal Protoc						hase-down
plan	oi i ii C piias	e-down targe		be met m stage	Tor the fire p	Jilase-uowii
Commitment	Freeze		Yea		2024	
Commitment	10% redu	ıction	ICa	I	2024	
V Camilaina amb					L	
■ Servicing only		nufacturing		ervicing and ma	anutacturing	
	only					
2. Brief background or Please provide a brief background or	-			-	-	
of the progress in implen	_	_	-	oroject, when it wa	s approved, a bi	iei description
The 74 th Meeting of the B		•		menistan's ODS al	ternatives surve	v of USD
70,000 covering the perio						•
September 2017.						
The 80th Meeting of the 150,000. An interim repo						
constraints. Remaining a						
on the safe use of alterna						
Turkmenistan ratified the	_				tances that Depl	ete the Ozone
Layer on 31 August 2020	, as reflected o	on the Ozone Se	ecretar	iat's website.		
3. Current progress in	implementation	on of Enabling A	Activit	ies for HFC phase-	down	
Budget: USD 15	=			<u>-</u>		
Activ	ity			Description		Implementi
						ng agency
Facilitation of the ratifica	ition of the Kig	ali Turkn	nenista	n ratified the Paris A	greement, and	UNEP

Assessed as a set	annualization adapted the constitution of	
Amendment	accordingly adopted the presidential decree on the country's revised climate strategy, which	
	refers to the ratification of the Kigali	
	Amendment.	
	As part of the enabling activities project to	
	promote the ratification of the Kigali	
	amendment, explanatory notes "On the	
	ratification of the Kigali Amendment to the	
	Montreal Protocol" for the Cabinet of Ministers	
	and the Ministry of Foreign Affairs were	
	prepared. The explanatory notes included:	
	 Information on Turkmenistan's activities to implement the Montreal Protocol 	
	 Summary of Turkmenistan's legislation on 	
	the protection of the ozone layer and previous amendments to the Montreal Protocol	
	– Information about the Kigali	
	Amendment with description of the key	
	reasons and benefits of early adoption	
	In January 2020, a government meeting	
	presented a proposal to join international	
	conventions and multilateral instruments	
	including the Kigali amendment. The Kigali	
	Amendment was approved by the	
	Parliament on 22 August 2020.	
Institutional arrangements	Implementation of the enabling activities is	UNEP
	accomplished using the existing national	
	infrastructure and institutional setting already	
	established for ODS phase-out activities.	
	Institutional arrangement in Turkmenistan is	
	such that management of ozone depleting	
	substances and some climate change related	
	projects are executed by the same office, which	
	facilitates the streamlining of activities.	
	Following activities took place within the enabling activities project:	
	chabing activities project.	
	 Review of existing ozone layer and climate protection policies and legislation 	
	 Preparation of draft legislative framework 	
	for the implementation of the HFCs licensing	
	and quota system and the monitoring and	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanismThree main stakeholder consultations (28)	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. 	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat 	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the 	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with 	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the 	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019.	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for Kigali Amendment ratification	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for Kigali Amendment ratification HS codes for HFCs, HFC-based blends and 	
	 and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for Kigali Amendment ratification HS codes for HFCs, HFC-based blends and natural refrigerants to allow the monitoring 	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for Kigali Amendment ratification HS codes for HFCs, HFC-based blends and natural refrigerants to allow the monitoring imports / exports were adopted in	
	and quota system and the monitoring and reporting mechanism Three main stakeholder consultations (28 August and 1 October 2019, 10 March 2020. Representatives of the Ozone Secretariat and UNEP OzonAction attended the stakeholder consultation and meetings with high-level Government representatives in September / October 2019. Awareness raising of national stakeholders on Kigali Amendment Preparation of justification documents for Kigali Amendment ratification HS codes for HFCs, HFC-based blends and natural refrigerants to allow the monitoring imports / exports were adopted in November 2019	

	Import / export data for ODS alternatives were collected and analyzed for 2016-2018.	
Article 4b licensing system	The existing HCFC licensing and quota systems were reviewed in order to fulfill the country's obligations under the Kigali amendment. The establishment of the operational HFC import / export licensing system is scheduled for 1 January 2021.	UNEP
Training needs assessment for the servicing sector	Training needs have been identified based on surveys of the market and the servicing sector. A series of workshops and consultation with the technicians was conducted. The Main State Service "Turkmenstandards", Ministry of Energy, vocational training institutes as well as service technicians and end-users have been sensitized and understand the implications of Kigali Amendment implementation, including the need to apply safety standards and to train technicians on the safe use of alternative and in particular flammable refrigerants. There are no standards in Turkmenistan for the safe installation of refrigeration systems and the designation and safety classification of refrigerants. Since some of the low GWP alternative refrigerants being introduced into the country are flammable, ISO standards will be included in the register of the Main State Service "Turkmenstandards". A separate report on training needs assessment for the RAC servicing sector was submitted to UNEP.	UNEP

Update of ODS alternatives survey data for 2016-2018 as part of enabling activities

Information on the consumption of HFCs was obtained under the activities of the "Enabling Activities for the Kigali Amendment" project, which is detailed in the following table. It specifies each type of HFC used as a refrigerant in the refrigeration and air conditioning sector.

Non-ODS refrigerant imports by substance in MT

	Non ODE refuigement	Imports in MT			
	Non-ODS refrigerant	2016	2017	2018	
HF	C				
	R-404A	19.91	18.82	23.32	
	R-407A	0.41	0.05	0.09	
	R-407C	8.08	9.40	12.71	
	R-407F			0.11	
	R-410A	30.68	45.70	33.29	
	R-507A		0.02		
	HFC-125	0.11			
	HFC-134a	77.23	84.82	112.80	
	HFC-227ea		1.75		
	HFC-23	0.01	0.01	0.01	
HF	O and natural refrigerants				

Tot	, -/	136.63	162.49	191.17
	R-744 (Carbon Dioxide, CO ₂)		0.06	
	R-290 (Propane)	0.20	1.49	4.15
	HC-600a (Isobutane)		0.38	4.69

Non-ODS refrigerant charge in newly imported equipment by substance in MT (table)

Non-ODS refrigeran	t Eq	Equipment charge in MT				
	2016	2017	2018			
HFC						
R-404A	3.99	3.20	9.79			
R-407A		0.29				
R-407C	2.53	0.33	3.27			
R-407F						
R-410A	171.33	308.38	292.50			
R-507A						
HFC-125						
HFC-134a	78.00	36.75	102.87			
HFC-227ea						
HFC-23						
HFO and natural refrigerants						
HC-600a (Isobutane)	3.94	3.01	8.64			
R-290 (Propane)						
R-744 (Carbon Dioxide, CO ₂)						
Total	259.80	351.96	417.07			

Non-ODS refrigerant charge in newly imported equipment by substance in MT (graphic)



Non-ODS refrigerant charge in newly imported equipment by sector / sub-sector in MT (table)

	Sub-sectors	Non-ODS	2016	2017	2018
	Sub-sectors	refrigerants	MT	MT	MT
	Domestic refrigerators and freezers (refrigerant charge 0.1-0.3 kg)	R134a	12.29	13.46	12.70
		R134a	3.99	3.01	8.64
	Commercial refrigeration systems (refrigerant charge 0.1-200 kg)	R600a	3.94	3.01	8.64
		R404a	3.93	3.01	8.64
ion		R410a		0.35	0.19
rat	Industrial	R404a		0.16	0.80
ige	Refrigeration Industrial	R407a		0.29	
 		R134a	15.50	5.60	17.50
	Madical agricument	R134a	0.10	0.12	0.47
	Medical equipment	R404a	0.04		17.50 0.47 0.01 0.33 1.34 59.26 218.59
	Transport refrigeration (containers and ships)	R404a	0.02		0.33
	Transport ferrigeration (containers and snips)	R134a	2.06	0.80	1.34
	Sub-tota	al refrigeration	41.87	29.81	59.26
	Room air conditioning (including small split air conditioning)	R410a	147.27	152.67	218.59
	Other air-conditioning (including split,	R410a	21.30	154.82	71.50
ing	multi-split and variable refrigerant flow	R407c	0.23	0.15	1.66
Air-conditioning	systems, ducted and package rooftop)	R134a		0.20	
dit	Vehicle: Cars and small vans, 0.4-0.8	R134a	0.26	0.31	1.99
COL	Vehicle: Large vehicles, 2.0-10.0	R134a	3.07	0.45	0.44
		R410a	2.76	0.54	1.99 0.44 2.22
Ai	Chillers (small/medium sized water chillers,	R134a	40.73	12.81	59.79
	large sized water chillers)	R404a		0.02	
		R407c	2.30	0.18	1.61
	Sub-total a	ir-conditioning	217.92	322.15	357.80
	Total refrigerant and a	ir-conditioning	259.79	351.96	417.06

4. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down.

Information needed	Description	Agency
Updated HFC / ODS alternatives data Stakeholder specific information	Review available data and collect additional sector-specific data for the year 2019-2020 as this was not included in the enabling activities project. Collection of stakeholder specific information as described in Section 7.	ÜNEP

5. Overview of estimated import of ODS alternatives 2012-2015 in MT

Extract from the ODS alternatives survey report

Imported amounts of ODS alternatives by substance in MT

	Alternative Imports (mt)				
	Alternative	2012	2013	2014	2015
	HFC-134a	195	154	108	144
HFC*	HFC-32				
	HFC-152a				
	HFC-161				
	HFC-245fa				
	HFC-227ea/HFC-365mfc			1	
	Others (specify)				
	R-404A	3	12	13	18
HFC blends	R-407C	33	22	19	20
	R-410A	9	23	25	62
	R-507A	2	7	5	2
	Others (specify)				
	HFO-1234yf HFO-1234ze				
НГО	HFO-1234ze				
	HFO-1233zd				
	HFO-1336mzzm				
	HFC-23			1	
	HFC-420A		0		
Et	Ethanol				
	DME				
Other alternative	HC-290				
Otner alternative	HC-600a	1	8	0	1
	Pentane(C,N,I)				
	R-744				
	R-717				
	Others (specify)				

Total 243 226 172 247

6. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/subsector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The survey on ODS alternatives in Turkmenistan was conducted to better understand their historical and predicted consumption trends for ODS alternatives, including medium, low and high global warming potential (GWP) alternatives, and their distribution by sector and subsector.

Consumption of ODS alternatives for air-conditioning was increasing inbetween 2012 and 2015, whereas the consumption for refrigeration and heat pump applications was decreasing. The main ODS alternative used in the country is R-134a. Blends like R-404A, R-407C, R-410A, R-507A are used in smaller quantities and there is little use of flammable refrigerants like R-600a.

More recent data on ODS alternatives were collected as part of the enabling activities for the years 2016-2018. They show a steep increase in the use of HFCs, mainly HFC 134a, R-410A, R-407A and R-407C. There is also a steep increase in the use of HC-600a and HC-290a, but quantities are still small compared with those

of the HFCs. Little use of carbon dioxide has been reported.

Newly imported equipment is mainly charged with R-410A and R-134a. The import of equipment charged with HC-600a is steeply increasing, but quantities are still small compared with equipment charged with HFCs. The HFC charge of newly imported air-conditioning equipment is much higher compared to that of refrigeration equipment. Equipment for HFCs with high GWP is now much more widely distributed in the supplier countries of Turkmenistan and is cheaper than equipment with low GWP refrigerants.

7. Activities to be undertaken for project preparation and Activity	Indicative funding / USD	Agency
HFC phase-down plan preparation: Preparation of legal and technical documents, consultation of key stakeholders and development of the detailed strategy, including assessment of needs to develop / update the training and certification scheme on the safe use of alternative / flammable refrigerants, development of a training plan and organization of workshops with main stakeholders and training institutions, including assessments of the needs for enhancing training programs on recovery, recycling and destruction. This shall include the identification and evaluation of sectors	30,000	UNEP
Preparation of initial HFC related policies and legislation in line with the draft HFC phase-down strategy and the overview table of HFC policy and legislative measures already in place, planned to be put in place and not planned to be put in place. This will consider the HFC policy and legislative measures recommended for early implementation in UNEP's publication on the same topic including the mandatory reporting by HFC importers / exporters, HFC emission control measures and awareness raising of stakeholders.	35,000	UNEP
Preparation national strategy to improve energy efficiency of cooling equipment and review of nternational performance standards for possible adoption at national level. Review of international safety standards and regulations for the safe handling of alternative refrigerants for possible adoption at national level.	20,000	UNEP
Communication and outreach plan: Preparation of a comprehensive communication and outreach plan in consultation with key stakeholders including hotel managers, investors, building planners, end-users, consumer associations, RAC associations, private sector, supermarkets, cold chain, media experts etc. The plan will focus on technology and policy awareness raising to influence the investment and user behavior. Through stakeholder consultations key stakeholders and new partners will be sensitized on the implementation of the Kigali Amendment. Technical experts in the institutions involved in HFC control will be engaged.	35,000	UNEP
Capacity building activities related to RAC sector activities and enforcement: Review and assessment of innovative tools and approaches to build the capacity of relevant actors including OzonAction's tools related to HFC phase-down, update of training curricula of vocational schools, university and customs, online training and certification tools, participation of key stakeholders in international conferences, case studies, public procurement policies, potential impact of	30,000	UNEP

incentives and taxes, gender considerations, HFC-free labeling, equipment inventories / logbooks, potential of not-in-kind alternatives etc.

TOTAL 150,000

8. How will activities related to HPMP implementation be considered during project preparation for the HFC phase-down management plan?

Ongoing HPMP activities will be assessed and coordinated with HFC phase-down related activities and synergies / co-funding approaches explored. Lessons learned from HPMP implementation will be considered. Turkmenistan HPMP stage II is expected to phase-out 67.5 % of the HCFC consumption by 2025. HPMP stag II activities focus on the sustainable phase-out of HCFCs and, to the extent possible, promote the safe use of low GWP alternatives.

9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?

The Government of Turkmenistan is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. During project preparation, relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to allow female stakeholders to contribute to the project preparation. Special efforts will be made to encourage female experts to attend training and awareness activities. The HFC phase-down plan and related activities shall be gender sensitive. To the extent possible, gender-disaggregated data will be collected.